

Allocation chômage :
Le montant porté
à 18 000 DA et les
conditions assouplies

P.03

Citoyens résidant en Algérie
et à l'étranger :
Un nouveau service pour simplifier
les démarches administrative

P.02



Salaire minimum :
La hausse à 24 000 DA
officiellement entrée
en vigueur

P.03



P.03

Education :



Sadaoui donne le coup
d'envoi de la 3e édition des
Olympiades algériennes de
mathématiques

P.04

Jeunesse :



Le ministère annonce le
lancement de son nouveau
site électronique

P.04

Annaba :



La Direction de l'éducation
de la wilaya renforce
le dialogue avec le
partenaire social

P.06

Annaba/ Préparatifs de
la saison estivale 2026 :

Visite de terrain au
projet d'aménagement
de la plage "Aïn Achir"

P.06



CITOYENS RÉSIDANT EN ALGÉRIE ET À L'ÉTRANGER: Lancement d'un nouveau service pour simplifier les démarches administrative

Le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ont annoncé le lancement d'un nouveau service permettant aux citoyens nés à l'étranger et se trouvant sur le territoire national de déposer leurs demandes d'enregistrement et de rectification des actes d'état civil directement au niveau des communes, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays visant à renforcer les efforts en matière de numérisation et de modernisation du service public, à simplifier les prestations administratives destinées aux citoyens résidant en Algérie et à l'étranger et à rapprocher l'administration du citoyen, a indiqué jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères. "Dans le cadre de la concrétisation des instructions des hautes autorités du pays relatives au renforcement des efforts de numérisation et de



modernisation du service public, à la simplification des services administratifs destinés à nos concitoyens résidant à l'intérieur et à l'extérieur du pays et au rapprochement de l'administration du citoyen, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports annoncent le lancement d'un nouveau service permettant aux citoyens nés à l'étranger et se trouvant sur le territoire national de déposer leurs demandes d'enregistrement et de rectification de leurs documents d'état civil directement au niveau des communes", lit-on dans le communiqué.

"Fruit d'une coopération conjointe entre les secteurs des Affaires étrangères et de l'Intérieur, notamment dans les domaines de l'échange de données et de l'interconnexion des systèmes d'information, ce nouveau service apportera une réelle valeur ajoutée à la qualité des prestations fournies au profit des citoyens concernés par les demandes de retrait, d'enregistrement ou de rectification de ces documents, tout en leur évitant les déplacements vers le service de l'état civil du ministère des Affaires étrangères pour les récupérer", selon la même source. "Ce nouveau service sera, dans une première phase, disponible au niveau des communes de la wilaya d'Alger et dans les communes sièges des chefs-lieux des autres wilayas du pays, avant d'être généralisé, dans une phase ultérieure, à l'ensemble des communes restantes à travers le territoire national", conclut le communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Communauté nationale à l'étranger Prolongation du dispositif facilitant l'entrée et la sortie du territoire national jusqu'à fin 2026

Le ministère des Affaires étrangères a annoncé la prolongation du dispositif de facilitation actuellement en vigueur, permettant aux membres de la communauté nationale établie à l'étranger, titulaires de passeports étrangers en cours de validité, d'entrer et de sortir du territoire national, avec exemption de visa, jusqu'au 31 décembre 2026, et ce, en application des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique lundi un communiqué du ministère. "En application des hautes instructions de Monsieur le président de la République et conformément à son souci permanent de prendre en charge les préoccupations des membres de la communauté nationale à l'étranger, notamment pour ce qui est de la facilitation des procédures de leur entrée au territoire national, le ministère des Affaires étrangères porte à la connaissance de nos concitoyens



résidant à l'étranger, titulaires de passeports étrangers en cours de validité, qu'il a été décidé, à titre exceptionnel, de prolonger le dispositif de facilitation actuellement en vigueur, leur permettant d'entrer et de sortir du territoire national avec exemption de visa, et ce, jusqu'au 31 décembre 2026", précise le communiqué. "Les bénéficiaires de ce dispositif de facilitation n'auront qu'à présenter un passeport étranger en cours de validité, accompagné d'un passeport national biométrique ou d'une carte d'identité nationale biométrique, même s'ils ne sont plus valides, à condition d'utiliser les mêmes documents à l'entrée et à la sortie du territoire national", selon la même source.

Le texte de loi portant Code de la route élaboré selon une approche équilibrée et équitable

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné, jeudi à Alger, que le texte de loi portant Code de la route a été élaboré selon une approche équilibrée et équitable, pour servir le citoyen et non dans le but de le sanctionner. Répondant aux interventions des membres du Conseil de la nation au cours d'une séance plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil, M. Sayoud a estimé que le texte de loi portant Code de la route "a été élaboré selon une approche équilibrée et équitable, engageant la responsabilité de tous les intervenants dans le système de la sécurité routière", soulignant que "vider le texte de toute dimension répressive le rend inefficace et

incapable d'atteindre ses objectifs". Le ministre a tenu à préciser que le texte de loi "ne vise pas à sanctionner le conducteur ou le citoyen, mais à asseoir un système intégré de sécurité routière englobant l'ensemble des intervenants, en accordant une importance particulière à la sensibilisation et à la prévention". Il a indiqué, dans ce cadre, que le code de la route dans sa nouvelle version est "le fruit d'un travail de plusieurs années, élaboré par une équipe intersectorielle, selon une approche participative fondée sur l'expérience de terrain et des critères objectifs basés sur le diagnostic de l'état de la sécurité routière dans le pays". Concernant les accidents mortels, le ministre a souligné que les dispositions de l'article 124 relatif à

l'homicide involontaire résultant des accidents de la circulation "cadrent avec les dispositions du Code pénal, mais s'appuient sur l'acte, les conséquences qui en résultent et les circonstances entourant l'accident dans le cadre de la consécration du principe de la protection de la vie humaine". Parmi les principaux objectifs du nouveau code de la route figurent "l'unification de toutes les dispositions relatives au trafic routier, aux règles de son organisation et aux sanctions découlant de leur violation pour en faire un seul texte de loi clair, avec des sanctions lourdes dans les cas de conduite en état d'ivresse ou sous l'effet de stupéfiants ou de comprimés psychotropes", a ajouté M. Sayoud, rappelant que ce texte "ne vise pas les conducteurs



professionnels qui font de la conduite leur gagne-pain et respectent le code de la route". Concernant l'état des routes, ce texte accorde, a-t-il dit, "une importance majeure à l'aménagement et à la sécurisation des routes, en obligeant les instances concernées à mettre en place les dispositifs de sécurité avec une maintenance permanente

outre le retrait des ralentisseurs non conformes aux normes techniques". A propos du contrôle, la loi prévoit des dispositions "obligeant l'installation de caméras de surveillance et le recours aux systèmes automatisés pour constater les infractions routières tant à l'intérieur des agglomérations qu'à l'extérieur, en plus de fournir aux services de sécurité les équipements techniques nécessaires". Les membres du Conseil de la nation ont salué dans leurs interventions, le contenu du texte de loi, proposant l'adoption d'"une approche globale tenant compte de tous les facteurs intervenant dans ce domaine, comme les routes, les véhicules et les conducteurs".



Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a annoncé, samedi, lors de sa rencontre avec les représentants du Syndicat national

TRANSPORTS: Le Premier ministre annonce le lancement d'ateliers pour traiter les préoccupations socioprofessionnelles

des transporteurs par taxi (SNTT), le lancement de "véritables ateliers de travail avec un calendrier précis afin de traiter les différents dossiers socioprofessionnels et de limiter les accumulations enregistrées au sein du secteur des transports", soulignant le suivi particulier et l'intérêt majeur que porte le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ce secteur

à l'importance stratégique. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, et de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Sifi Ghrieb s'est dit confiant quant à la prochaine étape, affirmant que le secteur des transports devrait connaître un saut qualitatif à même

d'améliorer les conditions de travail des professionnels et de rehausser la performance du service public. Il a également salué la prise de conscience des professionnels du secteur et leur rôle actif pour assurer la continuité de ce service. Pour sa part, le Syndicat national des transporteurs par taxi (SNTT) s'est félicité de la tenue de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre

du renforcement des passerelles de confiance entre les institutions de l'Etat et les professionnels du secteur des transports, notamment les chauffeurs de taxis, réaffirmant sa disponibilité permanente à adhérer de manière positive et responsable à toute démarche de réforme sérieuse qui sert l'intérêt des professionnels et préserve la stabilité du secteur.

| | | | | |
|--|--|---|--|--|
|  Quotidien indépendant d'informations générales times Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE Siège social : Commune El Bouni ZHUN Promotion Immobilière Yahia Abdelaziz, rez-de-chaussée Annexe : 46 Emir Abdelkader - Annaba | Directeur general : Bicha salim Directeur de la publication : Noureddine Boukraa Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine Tél/Fax : 038 45 58 35 Tél/Fax : 038 45 58 36 Tél/Fax : 038 45 58 37 Email: redactionseybouse@gmail.com | P.A.O SEYBOUSE Times Site web: www.seybousestimes.dz Email: redaction@seybousestimes.dz contact@seybousestimes.dz Facebook : SEYBOUSE TIMES Impression : SIE Constantine Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine | Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER TEL : 021 73 71 28 021 73 76 78 021 74 99 81 FAX : 021 73 95 59 Email : agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz | Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation. Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction |
|--|--|---|--|--|

SALAIRE MINIMUM: La hausse à 24 000 DA officiellement entrée en vigueur

Le décret présidentiel n° 26-01, fixant la revalorisation du salaire national minimum garanti (SNMG), a été publié au premier Journal officiel de l'année 2026. Ce texte entérine officiellement le relèvement du SNMG de 20 000 DA à 24 000 DA par mois, marquant ainsi l'entrée en vigueur de cette mesure à compter du 1er janvier 2026.

Selon le décret signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, « le salaire national minimum garanti correspondant à une durée légale hebdomadaire de travail de 40 heures, équivalent à 173,33 heures par mois, est fixé à 24 000 DA par mois, soit un taux horaire de 138,46 DA ». Cette disposition s'applique à l'ensemble des travailleurs concernés par le SNMG, tant dans le secteur public que privé.

Le texte précise par ailleurs que « toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées », notamment le décret présidentiel n°21-137 du 7 avril 2021, qui avait fixé le SNMG à 20 000 DA. La nouvelle revalorisation prend donc effet sans ambiguïté à compter du début de l'année 2026.

Cette augmentation avait été décidée lors d'un Conseil des ministres tenu fin novembre 2025, présidé par le chef de l'État. Dans son communiqué, le Conseil avait souligné que cette revalorisation constituait la plus

importante augmentation du SNMG depuis des décennies, la dernière hausse notable remontant à 2020, avec une augmentation de seulement 2 000 DA.

« Le Conseil des ministres a décidé d'augmenter le salaire national minimum garanti de 20 000 DA à 24 000 DA à partir de janvier 2026 », avait alors indiqué le communiqué officiel, mettant en avant la portée sociale et économique de cette mesure dans un contexte marqué par la hausse du coût de la vie et les attentes exprimées par les travailleurs.

Hausse du SNMG : une évolution historique du salaire

Depuis les années 1990, le SNMG a connu plusieurs révisions successives. Il était fixé à 1 000 DA en janvier 1990, avant d'être porté à 2 500 DA en 1992, puis à 4 800 DA en 1997. Il a ensuite atteint 8 000 DA en 2001, puis 12 000 DA en 2007.

À partir de 2012, le SNMG a été revalorisé à 18 000 DA, avant de passer à 20 000 DA en juin 2020, en application du décret présidentiel n°21-137. À l'époque, le taux horaire correspondant était fixé à 115,38 DA pour une durée légale de travail identique.

La hausse à 24 000 DA en 2026 représente ainsi un saut significatif, tant en valeur absolue qu'en proportion, par rapport aux augmentations précédentes.

Hausse du SNMG à 24 000 DA : qui

sont les principaux bénéficiaires ?

La revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG) de 20 000 à 24 000 dinars, entrée officiellement en vigueur à compter du 1er janvier 2026, devrait toucher des millions de travailleurs, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Cette mesure sociale d'envergure, décidée par les pouvoirs publics, aura toutefois un impact différencié selon les catégories professionnelles. Selon le secrétaire général de l'UGTA, Omar Takdjout, la première catégorie concernée par cette hausse est celle des salariés des complexes industriels, qu'ils soient publics ou privés.

Dans de nombreuses entreprises industrielles, une part importante des agents d'exécution perçoit encore le salaire minimum actuel, fixé à 20 000 dinars. Avec l'entrée en vigueur du nouveau SNMG, leur salaire plancher passera automatiquement à 24 000 dinars, soit une augmentation nette de 4 000 dinars.

Pour ces travailleurs, cette revalorisation représente l'évolution salariale la plus significative, puisqu'ils se situent exactement au seuil du salaire national minimum garanti.

Les "corps communs" et les ouvriers professionnels largement concernés La deuxième grande catégorie bénéficiaire regroupe les travailleurs relevant des corps communs et les ouvriers professionnels, présents



dans de nombreux secteurs stratégiques du service public, notamment :

- la santé,
- l'éducation nationale,
- l'enseignement supérieur,
- les collectivités locales,
- le secteur de l'intérieur,
- la formation et l'enseignement professionnels,
- l'administration générale.

Souvent classés parmi les salaires les plus bas de la fonction publique, ces agents verront leurs rémunérations revalorisées automatiquement, la hausse du SNMG servant de référence directe dans le calcul de leurs salaires.

Une augmentation dégressive selon le niveau professionnel et l'activité La hausse du SNMG ne sera toutefois pas uniforme pour l'ensemble des travailleurs. Comme l'explique Omar Takdjout, le principe retenu est clair : plus le grade est bas, plus l'augmentation est importante.

Les salariés rémunérés exactement au SNMG bénéficieront de la hausse maximale, soit 4 000 dinars. En revanche, dès que le salaire de base dépasse 20 000 dinars, le montant de l'augmentation diminue progressivement.

Autrement dit, la revalorisation est inversement proportionnelle au classement professionnel : les catégories supérieures verront leurs salaires augmenter, mais dans des proportions plus limitées.

La mesure ne se limite pas aux travailleurs en activité. Elle touchera également une large frange des retraités. Selon les estimations syndicales, environ 80 % des retraités algériens perçoivent actuellement une pension équivalente au SNMG, soit 20 000 dinars.

Comme lors des précédentes revalorisations, leurs pensions devraient être automatiquement ajustées pour atteindre le nouveau seuil de 24 000 dinars, ce qui constitue un soutien important au pouvoir d'achat de cette catégorie.

Le cas des cadres supérieurs encore en suspens

La situation des cadres supérieurs demeure, en revanche, moins claire. Dans de nombreux secteurs, leurs salaires sont calculés sur la base d'un coefficient multiplicateur du SNMG (par exemple six fois le SNMG).

La question centrale reste donc de savoir si ces coefficients seront recalculés sur la base du nouveau SNMG ou maintenus sur l'ancien montant. Selon Omar Takdjout, cette problématique devra être tranchée par les textes d'application attendus dans les prochains mois.

ALLOCATION CHÔMAGE: Le montant porté à 18 000 DA et les conditions assouplies

Le Conseil des ministres, réuni dimanche sous la présidence du chef de l'État Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'augmenter le montant de l'allocation chômage de 15 000 DA à 18 000 DA. Une mesure sociale majeure qui s'inscrit dans la continuité des engagements du président en faveur de la protection du pouvoir d'achat et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi.

Selon le communiqué officiel du Conseil des ministres, cette augmentation vise à renforcer le soutien financier accordé aux bénéficiaires de l'allocation chômage, dans un contexte économique marqué par la hausse du coût de la vie. Le président de la République a également instruit le ministre du Travail de revoir la condition liée au renouvellement du dossier, jusque-là exigé tous les six

mois.

Désormais, le versement de l'allocation chômage est fixé pour une durée minimale d'une année, renouvelable, ce qui constitue un assouplissement notable des procédures administratives et une source de stabilité pour les bénéficiaires. Cette décision répond à de nombreuses revendications exprimées par les jeunes demandeurs d'emploi, souvent confrontés à des

contraintes bureaucratiques jugées lourdes.

Renforcement du rôle de l'ANEM et meilleure transparence

Au-delà de l'aspect financier, le président Tebboune a insisté sur la nécessité pour l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) d'assumer pleinement ses missions. Il a ainsi demandé au ministre du Travail de veiller à ce que l'agence garantisse la transparence et la fluidité dans

l'orientation des demandeurs d'emploi.

L'objectif est d'assurer une meilleure classification des personnes intégrées au marché du travail et de les distinguer clairement des chômeurs, à travers un fichier national actualisé. Cette réforme vise à lutter contre les dysfonctionnements, à améliorer la crédibilité du dispositif et à orienter efficacement les politiques publiques de l'emploi.



AÏD EL-ADHA 2026: Le ministre renforce les contrôles pour l'importation d'un million de moutons

Le ministre de l'Agriculture, Yacine Oualid, a présidé une réunion de coordination consacrée à la mise en œuvre des instructions du Président de la République relatives à l'importation d'un million de têtes de moutons en prévision de l'Aïd El-Adha.

Selon un communiqué du ministère, cette rencontre a mis l'accent sur la nécessité de tirer les enseignements de l'expérience de 2025, afin d'améliorer la gestion de l'opération et de corriger les insuffisances enregistrées lors de la précédente campagne. L'objectif affiché est de garantir une disponibilité suffisante des moutons tout en assurant la transparence et l'efficacité du processus.

Dans ce cadre, il a été décidé de

diversifier les pays fournisseurs et de conclure de nouveaux accords sanitaires, afin de sécuriser les approvisionnements et de répondre aux normes vétérinaires en vigueur.

Renforcement des contrôles et implication des acteurs concernés

Afin d'assurer le bon déroulement de l'opération, les autorités ont également décidé de recourir à des navires spécialisés dans le transport du bétail, garantissant de meilleures conditions sanitaires lors de l'acheminement.

Des équipes techniques spécialisées seront dépêchées immédiatement vers les pays exportateurs pour vérifier les garanties sanitaires fournies, tandis que le nombre de centres de quarantaine sera doublé par rapport à l'année précédente.

Le dispositif prévoit en outre l'implication du secteur privé dans le transport des moutons depuis les ports vers l'ensemble des wilayas, ainsi que la mise en place de nouveaux mécanismes pour encadrer et organiser la vente.

Enfin, une commission nationale, regroupant les secrétaires généraux des secteurs concernés, a été installée pour assurer le suivi, la coordination et la supervision globale de cette opération stratégique.

L'Aïd El-Adha 2025 en chiffres et en enjeux

En 2025, l'Aïd El-Adha a une nouvelle fois mis en lumière l'ampleur de l'événement à l'échelle nationale. Selon les estimations des services concernés, plus de 4 millions de têtes ovines ont été

concernées par le sacrifice à travers le pays, confirmant l'importance du cheptel ovin dans l'économie agricole algérienne.

Cette même année, l'État a procédé à une opération d'importation exceptionnelle de moutons, visant à renforcer l'offre sur le marché et à limiter la flambée des prix. Cette démarche s'inscrivait dans un contexte marqué par la hausse des coûts de production, les effets du changement climatique et la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. L'Aïd El-Adha génère également une activité économique intense :

- des milliers d'éleveurs mobilisés,
- des dizaines de points de vente temporaires ouverts à travers les wilayas,
- une forte sollicitation des services

vétérinaires,

•et une mobilisation accrue des collectivités locales pour la gestion sanitaire et environnementale des déchets.

En 2025, les autorités ont renforcé les mesures sanitaires, notamment les contrôles vétérinaires avant et après le sacrifice, ainsi que les dispositifs de collecte des déchets issus de l'abattage, afin de prévenir tout risque pour la santé publique.

Au-delà de l'aspect économique, l'Aïd El-Adha demeure un marqueur social fort, révélateur des inégalités mais aussi des mécanismes de solidarité familiale et communautaire, à travers le don et le partage de la viande.

EDUCATION:

Sadaoui donne le coup d’envoi de la 3^{eme} édition des Olympiades algériennes de mathématiques

Le ministre de l’Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a donné, samedi à Alger, le coup d’envoi de la 3e édition des Olympiades algériennes de mathématiques.

Cette édition dont le lancement a eu lieu au CEM Frères El-Amrani à El-Biar, enregistre la participation de plus de 200.000 élèves, parmi lesquels seront sélectionnées les meilleures élites appelées à représenter l’Algérie aux Olympiades régionales, continentales et internationales de mathématiques.

Le ministre s’est également rendu au centre d’examen du lycée Cheikh El-Mokrani à Ben Aknoun, où il a mis en avant l’engagement de son secteur à assurer “le succès de cette édition des Olympiades, qui connaît la participation de 284.307 élèves des cycles moyen et secondaire, en fournissant tout le soutien nécessaire aux élèves concernés en matière de formation et d’entraînement, afin de leur permettre de représenter l’Algérie de la meilleure manière lors des compétitions continentales et internationales des Olympiades de mathématiques”.

Ces compétitions permettront de “sélectionner les compétences sur lesquelles il sera misé pour honorer l’Algérie, comme a toujours été le cas au cours des années précédentes”, a-t-il ajouté, qualifiant la participation de l’Algérie à ces compétitions continentales et internationales de “très honorable”.

Le ministre est revenu sur le déroulement du concours national “inter-lycées”, qui a atteint ses phases finales dans un climat de forte émulation scientifique entre les élèves, dévoilant, par ailleurs, l’organisation du concours national sur “l’innovation scolaire”



au cours de ce mois.

Par ailleurs, M. Sadaoui a souligné l’importance de poursuivre les efforts afin “d’assurer un encadrement pédagogique, notamment en ce qui concerne les enseignants, en vue de réaliser la qualité de l’enseignement “, rappelant que le secteur veille à “garantir la transparence dans le concours de recrutement sur titre des enseignants pour les trois cycles au titre de l’année 2025”, dont les inscriptions se sont déroulées du 16 décembre 2025 au 6 janvier courant.

Le ministre a en outre annoncé “l’organisation d’un concours similaire pour les enseignants au titre de l’année 2026, ainsi que d’un concours professionnel dédié aux autres corps administratifs”, affirmant l’engagement du ministère à “poursuivre l’amélioration des conditions socioprofessionnelles du personnel du secteur”.

M. Sadaoui a également fait état d’un projet d’amendement du décret exécutif 25-54 portant statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de l’éducation nationale.

UNIVERSITIES:

Baddari appelle les étudiants à s’impliquer activement dans la dynamique économique

Le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a appelé, jeudi à Oran, les étudiants universitaires à s’engager activement dans la dynamique économique que connaît le pays, à travers la transformation de leurs projets innovants en startups et en micro-entreprises.

Lors de sa visite à l’Ecole supérieure des sciences biologiques, dans le cadre d’une visite de travail au niveau de plusieurs établissements universitaires et de recherche de la wilaya, le ministre a inspecté les interfaces de l’école avec son environnement économique, notamment l’incubateur d’entreprises, le centre de développement de l’entrepreneuriat et la plateforme technologique de génomique.

Il a, à cette occasion, exhorté les étudiants porteurs de projets à s’insérer concrètement dans la dynamique économique que connaît l’Algérie, en transformant leurs idées innovantes en startups et micro-entreprises, tout en profitant des mécanismes de soutien proposés par l’Etat.

M. Baddari a également insisté, lors de sa visite d’une exposition dédiée aux projets innovants, sur la nécessité pour les étudiants d’enregistrer des brevets afin de garantir la protection de la propriété intellectuelle, et de transformer leurs recherches scientifiques en produits commercialisables par la création de startups et de micro-entreprises. Il a, dans ce cadre, appelé les encadreurs à orienter les étudiants vers cette voie, “dans l’objectif de faire de l’Université une locomotive de développement, créatrice d’emplois et de richesse durable”.



Le programme de la visite du ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique à Oran comprend également l’inspection du Centre de recherche en technologie industrielle, situé au quartier Es-Seddikia, où il procédera à l’inauguration d’une filiale de cet établissement. Il visitera aussi la plateforme technologique des systèmes mécaniques et de la robotique d’intervention et de services au sein du même centre de recherche.

A l’Université des sciences et de la technologie d’Oran Mohamed-Boudiaf, Kamel Baddari examinera les interfaces universitaires liées à l’environnement économique, notamment l’incubateur et le centre de développement de l’entrepreneuriat, en plus de visiter une exposition d’étudiants porteurs de projets de startups et de micro-entreprises.

Il est également prévu, au cours de cette visite, la signature d’accords avec des partenaires économiques, ainsi que la distinction d’étudiants excellent dans les domaines de l’innovation et de l’entrepreneuriat.

Le ministère de la Jeunesse annonce le lancement de son nouveau site électronique

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, mercredi dans un communiqué, le lancement de son nouveau site électronique, et ce, dans le cadre du renforcement de sa présence numérique visant à faciliter l’accès à l’information.

Cette mesure s’inscrit “dans le cadre des efforts du ministère pour moderniser les outils de communication institutionnelle, ce site étant un espace de communication référentiel à même de faciliter l’accès à l’information, de renforcer la transparence et de rapprocher les services du secteur des jeunes, des acteurs et des institutions”, lit-on dans le communiqué.

“Le site <https://mjeunesse.gov.dz> offre un contenu actualisé comprenant les nouveautés, les programmes, les opportunités et les activités nationales, en sus d’espaces dédiés à la présentation des politiques et des initiatives



du secteur, en cohérence avec l’orientation stratégique de l’Etat vers la numérisation de l’administration et l’amélioration de la qualité de la communication publique”, précise la même source.

A ce titre, le ministère de la Jeunesse a invité toutes les personnes intéressées à visiter le site et à consulter son contenu, en tant que canal officiel pour l’information, le suivi et l’interaction, via le lien susmentionné.

Le ministère de la Jeunesse poursuit sa grande campagne de plantation d’arbres le long de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet

Une campagne de plantation d’arbres a été organisée vendredi dans la région de Tebelbala (Beni Abbès), avec la participation de représentants de plusieurs instances et associations de jeunesse, dans le cadre de la poursuite de la grande initiative lancée par le ministère de la Jeunesse le long de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, a indiqué vendredi un communiqué du ministère.

Des représentants d’organismes nationaux et d’associations de jeunesse partenaires du secteur, des membres du Conseil supérieur de la jeunesse, des éléments de l’Armée nationale populaire (ANP) et de la Direction générale des forêts (DGF), ont participé à cette initiative, organisée en présence de l’ambassadeur des jeunes bénévoles auprès du ministère, Fouad Maali, qui a reçu le Trophée du jeune bénévole de l’année 2025, ceci concrétise l’accord signé avec le ministère visant à garantir le choix des espèces d’arbres adaptées à la région, en fournissant des conseils sur les bonnes pratiques de plantation et d’irrigation.

Cette initiative s’inscrit dans le cadre du “Programme national de reboisement visant à accompagner les projets stratégiques de l’Etat et à renforcer la dimension environnementale



dans la mise en œuvre des grands projets d’infrastructures”, notamment “le projet de ligne ferroviaire lié à l’exploitation de la mine de Gara Djebilet, d’importance économique et stratégique”.

L’opération vise également à “renforcer la participation des jeunes à la protection de l’environnement, à la lutte contre la désertification et à l’amélioration de l’environnement écologique des grands projets nationaux”, témoignant ainsi de “la prise de conscience par les jeunes de leur rôle actif dans le soutien au processus de développement national durable et la consécration de la culture de citoyenneté environnementale, comme pilier de l’action de la jeunesse”, a ajouté le communiqué du ministère de la Jeunesse.

Accidents de la route 25 morts et 1282 blessés en une semaine

Vingt-cinq (25) personnes ont trouvé la mort et 1282 autres ont été blessées dans 1165 accidents de la route survenus entre les 4 et 10 janvier, dans plusieurs wilayas, indique, mercredi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d’Adrar avec 5 morts et 18 blessés dans 12 accidents de la route, précise la même source.

Concernant les accidents liés aux intoxications au monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont pris en charge 77 personnes incommodées par ce gaz, déplorant toutefois le décès de 7 personnes dans les wilayas de Blida, Annaba, Bordj Bou



Arreridj et Djelfa.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 888 interventions pour l’extinction de 520 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d’Alger (89 incendies), Blida (37) et Oran (36).



SOUTIEN À L'EXPORTATION: Les opérateurs économiques saluent un cadre de plus en plus favorable

Cette dynamique a été confirmée par plusieurs entreprises, dont le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), Knauf Algérie et El Hilla, interrogées en marge de la première édition de l'exposition nationale des produits d'exportation algériens, qui se tient du 13 au 16 janvier au Centre des conventions d'Oran (CCO). Les responsables de ces sociétés ont unanimement mis en avant l'impact positif des facilitations accordées par l'Etat et des mécanismes d'accompagnement mis en place, soulignant une augmentation notable de leurs volumes à l'exportation dans un climat d'affaires progressivement plus favorable. Le Groupe GICA, à travers ses filiales, dont la cimenterie de Zahana (Mascara), exporte aujourd'hui son clinker vers l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine. Selon M. Souahi

Abdelatif, directeur commercial de la filiale de Zahana, les exportations ont atteint 5 millions de tonnes en 2025, avec l'objectif d'atteindre 6 millions de tonnes en 2026, soit une progression de 20%. Il a précisé que les opérations d'exportation s'effectuent dans un environnement très favorable, sans contraintes administratives ou logistiques majeures, grâce aux mesures d'accompagnement et aux facilitations mises en place par les pouvoirs publics. Le ministre du Commerce extérieur, Kamel Rezig, qui a présidé l'ouverture de l'exposition, a souligné que les produits algériens destinés à l'exportation connaissent une diversification notable et se distinguent par leur haute qualité, reflétant les fruits des réformes engagées depuis 2020, dans le cadre du programme du président

de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Bekhouche Seddik, député à l'Assemblée populaire nationale (APN) et membre de sa Commission des affaires économiques, de la planification et de la consultation, a rappelé que la commission compétente accompagne les efforts de l'Etat pour améliorer l'action en faveur de l'exportation, en restant à l'écoute des préoccupations des opérateurs et en contribuant à lever les contraintes auxquelles ils sont confrontés. Le secteur privé joue également un rôle central dans cette dynamique. Knauf Algérie, spécialisée dans les matériaux de construction, souligne l'impact positif des mesures d'incitation à l'exportation. "Le climat actuel encourage l'investissement productif orienté vers l'exportation, avec un meilleur

accès aux financements et une plus grande visibilité sur les marchés extérieurs", indique Iskander El Hadi, Directeur général de Knauf Algérie. L'entreprise a exporté 7 millions de mètres carrés de plaques de plâtre en 2025, principalement vers la Libye et le Ghana. Dans le secteur de l'industrie du papier, le groupe El Hilla a enregistré une nette progression de ses exportations, grâce à l'appui institutionnel, aux facilitations douanières et à l'amélioration des chaînes logistiques, renforçant ainsi la compétitivité des produits algériens. "Le groupe a déjà engagé des opérations d'exportation régulières vers la Mauritanie, à raison de deux conteneurs de 40 pieds par mois, soit environ 40 tonnes de cahiers, et ce depuis quatre mois", a fait savoir le responsable des relations publiques

et extérieures du groupe, Youcef Nefir. Cette évolution favorable ne profite pas uniquement aux grands groupes. Plusieurs petites entreprises, créées dans le cadre de dispositifs d'aide à l'emploi, comme "Oran Snail", spécialisée dans l'élevage d'escargots ou "Dounia's Kitchen", productrice artisanale de confitures, entre autres, ont déjà exporté leurs produits vers l'Italie, illustrant l'impact concret de la politique publique sur l'ensemble du tissu économique. L'ensemble de ces résultats témoigne de l'efficacité des mesures publiques en matière de soutien à l'exportation et laisse entrevoir une perspective de croissance durable pour les produits hors hydrocarbures, consolidant la diversification économique et la présence de l'Algérie sur les marchés internationaux.

Adhésion de 450 entreprises au programme "Dzair pour le soutien aux exportateurs" pour l'accès aux marchés africains

Le programme "Dzair Export Assistance Programme" pour l'accès aux marchés africains, lancé en janvier 2025 par la Société d'études économiques et de développement des Investissements (SEEDI), a enregistré l'adhésion de 450 entreprises souhaitant exporter leurs produits, a indiqué le directeur de cette société, Hicham Saïdi. M. Saïdi a précisé, dans une déclaration à l'APS, en marge du Salon national des produits algériens exportés, organisé par le ministère

du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et qui s'est clôturé vendredi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, que ce programme repose sur un accompagnement global, allant du diagnostic initial de la situation de l'entreprise, aux études approfondies, jusqu'à la formation spécialisée dans les domaines de l'exportation, de la logistique et de la gestion de la chaîne exportatrice. Le programme se trouve actuellement en phase de maturation, marquée par

l'examen approfondi des dossiers des entreprises adhérentes, a ajouté le responsable, précisant que son lancement effectif interviendra immédiatement après la deuxième édition de la Conférence africaine sur l'exportation et la logistique, prévue le 21 avril 2026 à Alger. Il a souligné que le produit algérien a atteint des niveaux appréciables lui permettant de pénétrer les marchés africains, avec la possibilité de poursuivre son développement pour accéder à d'autres marchés

mondiaux, estimant que cela reflète les efforts consentis par les opérateurs économiques pour améliorer leurs produits conformément aux normes internationales. S'agissant des perspectives d'exportation, il a relevé que l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) a permis de passer à des commandes régulières émanant de plusieurs pays africains, traduisant ainsi l'ancrage du produit algérien sur ces marchés. Il a également affirmé que l'ensemble

des produits algériens est en mesure de concurrencer sur le marché africain, notamment les industries agroalimentaires, les matériaux de construction, le fer et les industries pharmaceutiques, bénéficiant de la position géographique stratégique de l'Algérie ainsi que des mécanismes de soutien de l'Etat, en particulier le Fonds spécial de promotion des exportations qui prend en charge la moitié des coûts de transport, conférant ainsi un avantage compétitif au produit national.

Rezig met en avant la diversité et la qualité des produits algériens destinés à l'exportation

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a souligné, mardi à Oran, que les produits algériens destinés à l'exportation connaissent une diversification notable et se distinguent par leur haute qualité, reflétant ainsi les fruits des réformes engagées depuis l'année 2020, en application du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture de la première édition du Salon national des

produits algériens exportés, dont les travaux ont débuté ce mardi au Centre des conventions d'Oran, le ministre a indiqué que cette manifestation représente "un simple échantillon" des capacités dont disposent les entreprises nationales et les opérateurs économiques dans le domaine de l'exportation. Il a précisé que les produits exposés relèvent de plusieurs filières et sont exportés vers quatre continents, à savoir l'Afrique, l'Asie, l'Amérique et l'Europe, soulignant que cette diversité traduit le niveau atteint par l'industrie nationale, l'agriculture et



le secteur des services, en plus du secteur énergétique. Le ministre a également mis en exergue l'augmentation continue du

nombre d'exportateurs d'année en année, exprimant son souhait de voir cette manifestation connaître une plus grande expansion au cours des prochaines années. Par ailleurs, il a indiqué que les banques et les entreprises de logistique ont été associées à ce Salon, dans l'objectif de créer une nouvelle dynamique permettant de développer les exportations nationales. Dans le même contexte, il a réaffirmé l'engagement du secteur à œuvrer, en coordination avec les autres départements ministériels,

à l'élargissement des marchés d'exportation, exprimant l'espoir que l'année 2026 soit une année d'exportation par excellence, à travers l'organisation de salons et de foires spécialisées mettant en valeur les capacités de l'économie nationale. D'autre part, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a effectué une visite au complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua, a-t-on noté.

COMMERCE: Lancement des soldes d'hiver

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé, jeudi dans un communiqué, que les soldes d'hiver pour l'année 2026 débiteront à partir de dimanche 18 janvier, et s'étaleront jusqu'à la fin du mois

sacré de Ramadhan et de la Fête de l'Aïd El-Fitr. Cette décision intervient "en raison du grand engouement pour les achats durant la période hivernale, et en prévision de la spécificité de la demande accrue durant le mois de Ramadhan et l'Aïd El-Fitr, en vue de

permettre aux citoyens de bénéficier des offres promotionnelles durant cette occasion religieuse", précise le ministère. Cette opération vise à "permettre aux citoyens d'acquérir différents produits à des prix réduits et à renforcer leur pouvoir d'achat", selon

le ministère, insistant sur "la nécessité pour les opérateurs économiques de respecter les règles juridiques encadrant l'annonce des soldes, afin de garantir la transparence des prix et la qualité des produits proposés".



ANNABA:
Préparation de la quatrième session ordinaire de l’APW



S.F
Le président de l’Assemblée populaire de wilaya (APW) d’Annaba, Abdelaziz Challali, a présidé, jeudi passé, une réunion de coordination regroupant les membres du bureau permanent élargi de l’Assemblée, dans le cadre des préparatifs de la quatrième session ordinaire (session de décembre 2025). Cette rencontre a été consacrée à l’examen, à l’enrichissement et à la discussion des différents rapports inscrits à l’ordre du jour de la prochaine session, notamment ceux relatifs aux secteurs de l’urbanisme et de l’habitat, ainsi qu’aux préparatifs liés au mois sacré de Ramadhan, compte tenu de leur importance et de leur impact

direct sur la vie quotidienne des citoyens. À travers cette réunion, le président de l’APW a insisté sur la nécessité d’une préparation rigoureuse et d’une coordination efficace entre les différentes instances du conseil, afin d’assurer le bon déroulement de la session à venir et d’aborder les dossiers prioritaires dans des conditions optimales. Cette démarche s’inscrit dans la volonté de l’Assemblée populaire de wilaya de renforcer son rôle institutionnel et de garantir une gestion efficace des affaires locales, au service du développement de la wilaya d’Annaba et du bien-être de ses habitants.

ANNABA / PRÉPARATIFS
DE LA SAISON ESTIVALE 2026
Visite de terrain au projet d’aménagement de la plage “Aïn Achir”



imen.B
Dans le cadre des préparatifs de la saison estivale 2026 pour l’accueil des touristes et des estivants, le Chef de daïra d’Annaba a effectué, dans la matinée, une visite de terrain au projet d’aménagement de la plage d’Aïn Achir, située sur le territoire de la commune d’Annaba. Cette visite s’est déroulée en compagnie du Chef du service subdélégué de l’urbanisme au niveau de la daïra. Cette sortie avait pour objectif de s’enquérir de l’état d’avancement des travaux du projet, qui revêt une importance particulière dans l’amélioration de l’attractivité touristique du littoral et dans la mise en place de conditions adéquates pour accueillir les visiteurs durant la prochaine saison

estivale. À cette occasion, le Chef de Daïra a émis des instructions fermes à l’entreprise chargée de la réalisation du projet, l’exhortant à respecter strictement les délais contractuels, à veiller à la qualité des travaux conformément aux normes techniques en vigueur, et à renforcer le chantier en moyens matériels et humains. L’objectif principal est de permettre la réception du projet à la fin du mois de février, afin de garantir la disponibilité de la plage dans les meilleures conditions possibles avant le début de la saison estivale, contribuant ainsi à l’amélioration du cadre de vie et au développement de l’activité touristique dans la wilaya d’Annaba.

ANNABA:
La Direction de l’éducation renforce le dialogue avec le partenaire social



S.F
Dans le cadre de sa démarche visant à consolider le dialogue et la concertation avec le partenaire social, la Direction de l’éducation de la wilaya d’Annaba a organisé une rencontre bilatérale avec le bureau de wilaya du syndicat de l’établissement, consacrée à l’examen de plusieurs dossiers liés au fonctionnement du secteur de l’éducation. La réunion a été présidée par le directeur de l’Éducation de la wilaya d’Annaba, Mokhtar El Aouamer, en présence des cadres de la direction. Les échanges se sont déroulés dans un climat empreint de responsabilité, de compréhension mutuelle et d’un réel esprit de coopération. Cette rencontre a permis d’aborder un ensemble de questions professionnelles et organisationnelles, parmi lesquelles le déficit en encadrement administratif dans certains établissements scolaires, les

préoccupations des inspecteurs relatives au suivi pédagogique et organisationnel, ainsi que les doléances des chefs d’établissements concernant la gestion et les conditions de travail. La question de la prise en charge des logements de fonction a également été évoquée. Les différentes préoccupations exprimées ont été attentivement écoutées, avec l’engagement de les examiner et de les traiter conformément aux lois et réglementations en vigueur, dans le cadre du dialogue et de la concertation. À travers cette initiative, la direction de l’éducation de la wilaya d’Annaba réaffirme sa volonté de pérenniser un dialogue constructif avec les partenaires sociaux, en vue d’améliorer le climat professionnel et de servir efficacement les intérêts du secteur de l’éducation et de l’ensemble de ses personnels.

ANNABA / CIRCONSCRIPTION
“BENAOUDA BENMOSTEFA”
Poursuite des travaux de revêtement des routes à Kharaza



Imen.B
Dans le cadre des efforts continus visant à améliorer le cadre de vie des citoyens et à développer les infrastructures de base, la commune d’Oued El Aneb, relevant de la circonscription administrative “Benaouda Benmostefa”, poursuit les opérations de revêtement des routes à l’intérieur des cités de Kharaza. Ces travaux s’inscrivent dans le programme communal de réhabilitation du réseau routier, dont l’objectif est d’améliorer la

fluidité de la circulation, de faciliter les déplacements des habitants et de réduire les nuisances liées à la dégradation des routes. L’opération contribue également à rehausser l’aspect urbain des cités concernées et à renforcer la sécurité routière, notamment pour les piétons et les usagers de la route. Les autorités locales suivent de près l’avancement des travaux afin de garantir le respect des normes techniques et des délais fixés, au service de l’intérêt général.

ANNABA / CONSERVATION DES FORÊTS

Préparation du programme de la campagne de récolte du liège pour la saison 2026

Imen.B

Dans le cadre des activités de la conservation des forêts de la wilaya d'Annaba, et sous la supervision de la Cellule de l'information et de la communication, une sortie de terrain a été organisée au niveau de la circonscription des forêts d'Oued El Aneb, en vue de la préparation et de l'élaboration du programme de la campagne de récolte du liège pour la saison 2026. Cette opération a permis de procéder à l'étude technique et à l'ajustement du programme de récolte, tout en lançant l'élaboration de plans visant la revalorisation et la réhabilitation des forêts productrices de liège non exploitées auparavant, dans le but d'assurer une exploitation rationnelle, d'optimiser le rendement et d'augmenter le volume du liège de reproduction lors des prochains cycles d'exploitation. Par ailleurs, cette sortie a également porté sur le recensement des différentes infrastructures de base, notamment les pistes forestières récemment aménagées, les bandes pare-feu, ainsi que les points de dépôt et de regroupement temporaire des produits forestiers exploités. Cette démarche s'inscrit dans une approche



organisationnelle et préventive visant à garantir la protection du patrimoine forestier, à renforcer les mécanismes de prévention contre les incendies et à assurer la durabilité des ressources forestières. Cette initiative traduit la volonté de la conservation des forêts de la wilaya d'Annaba de promouvoir une gestion durable et intégrée des forêts, tout en valorisant les richesses naturelles locales, en particulier les forêts de chêne-liège, considérées comme un pilier essentiel de l'équilibre écologique et du développement forestier durable.

ANNABA / EDUCATION NATIONALE

Visite de suivi du déroulement de l'olympiade de mathématiques



S.F

Dans le cadre du suivi des activités pédagogiques et scientifiques, le directeur de l'Éducation de la wilaya d'Annaba, Mokhtar El Aouamer, s'est rendu au collège "Babou Mohamed Chérif", centre retenu pour l'organisation de l'olympiade de mathématiques, afin de s'enquérir du bon déroulement de la compétition et des conditions de son organisation. Au cours de cette visite, le directeur de l'Éducation a pris connaissance des dispositions mises en place pour assurer le bon déroulement de cette manifestation scientifique, saluant les efforts des équipes pédagogiques et administratives mobilisées pour garantir un climat propice

à la concentration et à la performance des élèves. M. El Aouamer a également échangé avec les élèves participants, les encourageant à persévérer, à donner le meilleur d'eux-mêmes et à croire en leurs capacités. Il a souligné, à cette occasion, l'importance des olympiades et des compétitions scientifiques dans le développement des compétences intellectuelles, la découverte des talents et la promotion de l'excellence scolaire. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie du secteur visant à valoriser les disciplines scientifiques et à soutenir les élèves distingués, en vue de renforcer la culture de l'excellence au sein des établissements éducatifs de la wilaya d'Annaba.

Annaba accueillera, du 28 au 31 janvier 2026, la 5^e édition du Salon international du bâtiment et de l'aménagement BATIMEX



S.F

La ville d'Annaba abritera, du 28 au 31 janvier 2026, la cinquième édition du Salon international du bâtiment et de l'aménagement « BATIMEX », un rendez-vous désormais incontournable pour les professionnels et industriels du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). L'événement se tiendra à l'hôtel Sheraton d'Annaba, sous l'organisation de ELEVEN Event. S'inscrivant dans une dynamique de promotion des métiers du bâtiment et de valorisation des solutions innovantes, BATIMEX réunira, durant quatre jours, des entreprises nationales et internationales, des industriels, des bureaux d'études, ainsi que des acteurs économiques spécialisés dans la construction, l'aménagement et les matériaux de bâtiment. Cette nouvelle édition ambitionne

d'offrir une plateforme d'échanges et de partenariats, favorisant le partage d'expertises, la présentation des dernières innovations technologiques et la mise en relation entre professionnels du secteur. Elle constitue également une opportunité pour les opérateurs économiques de découvrir les nouvelles tendances du marché et de renforcer leur présence dans un secteur en constante évolution. À travers BATIMEX, les organisateurs entendent contribuer au développement du tissu économique local et national, tout en accompagnant la modernisation du secteur du BTP en Algérie. Le salon s'impose ainsi comme un espace privilégié de dialogue, de visibilité et de coopération entre les différents acteurs de la chaîne de valeur du bâtiment et de l'aménagement.

ANNABA / EL HADJAR

Hommage rendu à des travailleurs retraités pour leur dévouement au service de l'établissement scolaire

S.F

Une cérémonie de reconnaissance a été organisée au primaire Ennahda El Hadjar, hier, en l'honneur des travailleurs retraités M. Boukouba Taleb, M. Matmad Rafiq et M. Thlajiya Amara, en hommage aux longues années qu'ils ont consacrées avec engagement et dévouement au service de l'établissement scolaire. Tout au long de leur parcours professionnel, les retraités honorés ont assuré, avec sérieux et abnégation, leurs missions essentielles liées à la sécurité, à la surveillance et à la propreté de l'établissement, contribuant ainsi à

garantir un cadre scolaire sûr, sain et propice à l'apprentissage. Cette initiative vise à saluer le sens du devoir et l'esprit de responsabilité dont ont fait preuve les travailleurs honorés, dont les efforts ont marqué positivement le fonctionnement quotidien de l'institution éducative. À cette occasion, les responsables et collègues ont exprimé leur profonde gratitude aux retraités, leur adressant leurs félicitations pour une retraite bien méritée, accompagnées de vœux de santé, de sérénité et de bonheur, en reconnaissance de leur engagement et de leur contribution durable.

EL TARF / SÛRETÉ DE WILAYA :

La police démantèle un réseau de contrebande de boissons alcoolisées à Drean

Imen.B

Dans le cadre de la lutte continue contre les différentes formes de criminalité organisée, la police de la wilaya d'El Tarf, représentée par la Brigade Mobile de la Police Judiciaire (BMPJ) de Drean, a réussi une opération qualitative ayant abouti à l'arrestation de deux (02) individus impliqués dans des activités de contrebande et de transport illégal de boissons alcoolisées fortement taxées. L'opération, menée sous la

supervision de la juridiction territorialement compétente, a permis aux éléments de la BMPJ, suite à un travail de terrain minutieux et à des investigations ciblées, de mettre au jour une quantité importante de boissons alcoolisées d'origine étrangère, soigneusement dissimulées à l'intérieur du réservoir de carburant ainsi que dans les cavités des portières d'un véhicule touristique, dans le but d'échapper aux contrôles de sécurité. Cette intervention a

abouti à la saisie de 166 unités de boissons alcoolisées, d'une capacité de 200 millilitres par unité, ainsi qu'à la récupération du véhicule touristique utilisé comme moyen de transport dans ces activités criminelles. À l'issue de la procédure légale, les deux suspects ont été présentés devant le procureur de la république près le tribunal de Drean (wilaya d'El Tarf). Ils devront répondre des faits de contre-bande de marchandises d'origine étrangère fortement taxées, sans



documents justificatifs, et ce, par l'utilisation d'un moyen de transport, conformément à la législation en vigueur. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts soutenus des

services de la Sûreté nationale visant à assainir le territoire de toute activité illicite, à protéger l'économie nationale et à préserver la sécurité et l'ordre public.

ANNABA / PROTECTION CIVILE :

Cinq personnes secourues d'une intoxication au monoxyde de carbone

Imen.B

Dans la soirée d'hier, les éléments de la protection civile de la wilaya d'Annaba sont intervenus en urgence suite à un incident d'intoxication au monoxyde de carbone, gaz hautement dangereux et souvent

mortel lorsqu'il est inhalé. L'intervention a eu lieu à 20 :10, au niveau du boulevard "El Qods", relevant de la commune et daïra d'Annaba, pour porter secours à cinq (05) personnes issues d'une même famille, dont les âges varient entre 05 et 48 ans. Selon les premières

constatations, l'intoxication a été causée par une fuite de monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau, installé à l'intérieur du domicile. Les victimes présentaient des symptômes de malaise, notamment des nausées et des difficultés respiratoires, nécessitant une prise en charge

immédiate. Les équipes de la protection civile ont procédé aux premiers secours sur place, avant de transporter les victimes vers l'établissement hospitalier le plus proche pour recevoir les soins nécessaires et effectuer des examens approfondis. La protection civile rappelle, à

cette occasion, l'importance de la vérification régulière des appareils à gaz, d'une bonne aération des habitations, ainsi que l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone, afin de prévenir ce type d'accidents, particulièrement fréquent durant la période hivernale.



AFFAIRE DE CORRUPTION À BOUMERDÈS :

Le président de l'APC arrêté en flagrant délit

Les services de la brigade de recherches de la Gendarmerie nationale de Boumerdès ont procédé à l'arrestation du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Chabet El Ameur, en compagnie d'un employé administratif, dans le cadre d'une affaire liée à une présomption de corruption. Selon des sources bien informées,

cette opération fait suite à une plainte déposée par un particulier. Après des investigations préliminaires, les éléments de la Gendarmerie ont mis en place un piège minutieusement préparé, ayant conduit à l'interpellation des deux suspects en flagrant délit, hier, dans un café. Les deux mis en cause ont été immédiatement placés en garde à vue et transférés au siège de

la brigade de recherches pour la poursuite de l'enquête. Les investigations se poursuivent afin d'élucider les circonstances exactes de l'affaire et de déterminer les responsabilités pénales de chaque partie impliquée. Les suspects devraient être présentés devant la justice dès l'achèvement des procédures légales en cours.

La corruption en Algérie : un phénomène quantifié et toujours sous surveillance. La lutte contre la corruption demeure l'un des enjeux majeurs de la gouvernance publique en Algérie. Malgré les efforts institutionnels et une mobilisation soutenue des autorités judiciaires et administratives, les indicateurs disponibles montrent que ce fléau continue d'affecter divers



secteurs, de l'administration locale aux services publics. Des affaires en augmentation ces dernières années

ALGER :

Placement en détention provisoire d'un individu pour blanchiment d'importantes sommes d'argent provenant de sources inconnues

Le dénommé Chahi Mohamed a été placé en détention provisoire pour des faits liés au blanchiment d'importantes sommes d'argent provenant de sources inconnues, ainsi que pour escroquerie et fraude à l'égard du public, a indiqué jeudi un communiqué du Parquet de la République près le Pôle pénal national économique et financier. "Conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le Parquet de la République près le Pôle pénal national économique et financier porte à la connaissance de l'opinion publique que, suite à des

informations parvenues au service central de lutte contre la criminalité économique et financière de la Sûreté nationale concernant l'implication du dénommé Chahi Mohamed dans des opérations de blanchiment d'importantes sommes d'argent provenant de sources inconnues et des faits d'escroquerie et de fraude à l'égard du public, en exploitant un réseau complexe d'abus d'influence et de création de sociétés fictives, une information judiciaire a été ouverte, ayant conduit à l'arrestation de l'intéressé et de ses acolytes", précise le communiqué. "Le 15 janvier 2026, les

suspects, à savoir le dénommé Chahi Mohamed et ses associés, ont été présentés devant le Parquet de la République. Une enquête judiciaire a été ouverte à leur encontre pour délits de blanchiment d'argent et de produits criminels dans le cadre d'un groupe criminel, en utilisant les facilités offertes par une activité professionnelle, en violation de la législation et de la réglementation relatives aux changes et aux mouvements de capitaux de et vers l'étranger, pour abus d'influence afin d'obtenir d'indus privilèges auprès d'une administration ou d'une autorité publique, pour obtention d'avantages injustifiés



lors de la conclusion de contrats contraires aux dispositions législatives et réglementaires, ainsi que pour participation au détournement de fonds publics", ajoute la même source. "Après audition des accusés lors

de leur première comparution par le juge d'instruction, une ordonnance de placement en détention provisoire a été émise à l'encontre de l'accusé Chahi Mohamed", conclut le communiqué.

MUNICIPALES 2026 :

À Marseille, Marine Le Pen s’offre un bain de ferveur militante et pousse le candidat RN



Pour son premier déplacement de la campagne, la cheffe de file du Rassemblement national est venue soutenir le député Franck Allisio, principal challenger de la gauche, selon le monde fr. Marine Le Pen et Franck Allisio, le candidat RN au municipales, à Marseille, le 16 janvier 2026. MIGUEL MEDINA / AFP

Donner un coup de fouet à la campagne du candidat local du Rassemblement national (RN), Franck Allisio, tout en s’offrant une parenthèse loin

de ce qu’elle nomme la « vie parisienne », où se tient le procès en appel des assistants parlementaires européens de son parti : présente à Marseille pour une vingtaine d’heures, Marine Le Pen a commencé, vendredi 16 janvier, dans la ferveur militante, un séjour qu’elle espère gagnant-gagnant. Le premier comité d’accueil n’est guère favorable : cinq cents jeunes antifas réunis devant le parc Chanot (9e) avec banderoles et fumigènes pour dénoncer sa présence à la soirée des vœux du député Allisio.

Au milieu, le candidat de La France insoumise (LFI), Sébastien Delogu, est venu rappeler qu’il était « le principal ennemi du RN à Marseille ». Un message aux sympathisants de la coalition de gauche du Printemps marseillais, qui, dans la journée ont relayé en rafale sur les réseaux sociaux un écho du Canard enchaîné l’accusant de faire le jeu du parti d’extrême droite. « Alors que tout le monde sait que je ne parle jamais aux gens du RN », s’étonne le parlementaire.

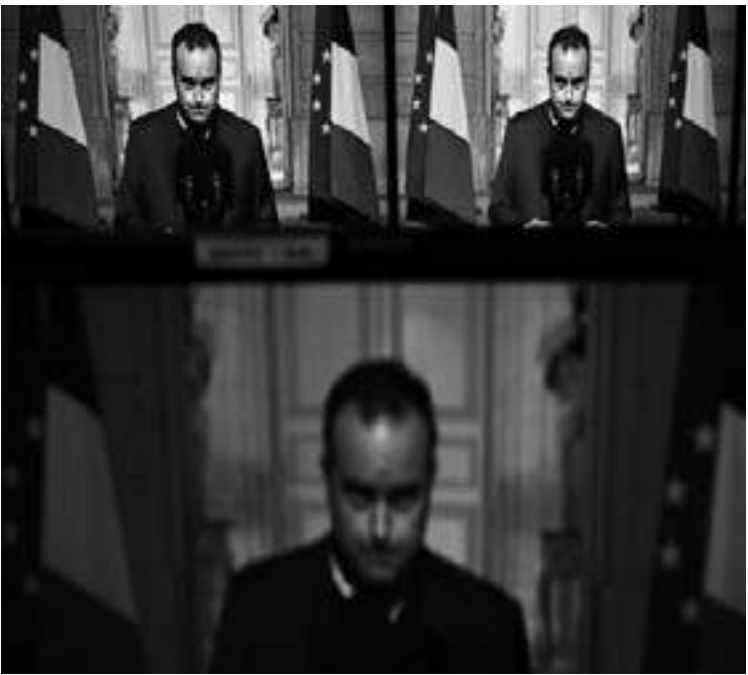
BUDGET 2026 :

Beaucoup de cadeaux annoncés, les mesures douloureuses encore à arbitrer

Pour ramener le déficit à 5 % du PIB, le premier ministre, Sébastien Lecornu, va devoir tailler dans les crédits des ministères non prioritaires et taxer davantage les entreprises. Ces mesures, difficiles à prendre, ne sont pas encore arrêtées, selon le monde fr. Sébastien Lecornu s’est réservé le plus facile. Forte hausse de la prime d’activité, gel de l’impôt sur le revenu, généralisation du repas étudiant à 1 euro... Sur le perron de Matignon, le premier ministre a égrené,

vendredi 16 janvier, les mesures favorables aux uns ou aux autres qu’il a accepté d’intégrer dans le projet de budget pour 2026 dans l’espoir d’éviter la censure. Sinon des cadeaux, du moins des concessions accordées les unes aux socialistes, les autres aux membres de la coalition gouvernementale. Des dépenses en plus, des impôts en moins, pour un total non chiffré officiellement, mais certainement supérieur à 7 milliards d’euros, selon les estimations du Monde.

Le chef du gouvernement n’a presque rien dit, en revanche, des mesures plus douloureuses qui accompagneront sous peu ces douceurs. Car, au bout du compte, Sébastien Lecornu l’a réaffirmé : le déficit public, estimé à 5,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025, doit baisser en 2026. Pas autant que prévu initialement (4,7 %), mais un peu tout de même, pour se limiter à 5 % du PIB – et « peut-être moins » en cas de bonne surprise sur la croissance.



ROUTES DÉTRUITES PAR LES INONDATIONS ET RAILS TORDUS PAR LA CHALEUR : Les infrastructures françaises à l’épreuve du changement climatique

Ponts, aéroports, réseaux de transport, d’eau ou d’énergie sont insuffisamment entretenus et de plus en plus vulnérables. Dans un avis adopté mardi, le Conseil économique, social et environnemental juge indispensable l’adaptation au réchauffement, et donne des pistes de financement, selon le monde fr.



Routes qui se fissurent sous l’effet des canicules, voies ferrées déformées par la

chaleur, ponts détruits par les inondations, réseaux d’eau éprouvés par les

sécheresses à répétition... le dérèglement climatique n’est plus

une menace abstraite pour les infrastructures françaises : il accélère leur dégradation, au prix d’interruptions de service et de factures croissantes pour les collectivités. Dans un avis adopté mardi 13 janvier, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) dresse un constat sans détour : ces infrastructures – routes, ponts, aéroports, réseaux ferroviaires, fluviaux,

d’eau ou d’énergie – sont à la fois considérables, indispensables... et vulnérables. En cause, une longue période de sous-investissement qui a laissé s’accumuler une « dette grise », faite de retards dans l’entretien et la rénovation. Elle a fragilisé les ouvrages, au moment où les catastrophes climatiques gagnent en intensité et en fréquence.

Au Venezuela, Alex Saab, un ministre proche de Nicolas Maduro, limogé

Delcy Rodriguez, la présidente par intérim, a remercié, vendredi, le ministre de l'industrie, nommé en octobre 2024. L'homme avait été détenu aux Etats-Unis de 2021 à fin 2023, avant d'être échangé contre des Américains emprisonnés au Venezuela, selon le monde fr.

La présidente vénézuélienne par intérim, Delcy Rodriguez, a limogé le ministre de l'industrie, Alex Saab, considéré comme un proche du président déchu Nicolas Maduro. « Je remercie mon camarade Alex Saab pour son travail au service de la patrie ; il assumera désormais de nouvelles responsabilités », a annoncé la dirigeante sur Telegram, vendredi 16 janvier. Considéré comme un intermédiaire-clé du chavisme à l'international, l'homme de 54 ans avait été arrêté en 2021 et détenu aux Etats-Unis, accusé d'avoir mis en place un système de détournement d'aide alimentaire au profit de M. Maduro et de son gouvernement. Il avait été échangé en décembre

2023 contre 10 Américains emprisonnés au Venezuela, une libération que le président vénézuélien avait qualifiée de « triomphe ».

L'homme d'affaires d'origine colombienne, qui avait notamment renforcé les liens pétroliers du Venezuela et de l'Iran face aux sanctions américaines, avait été nommé ministre de l'industrie en octobre 2024. Son portefeuille va être fusionné avec celui du commerce national, a précisé vendredi Delcy Rodriguez.

Donald Trump a qualifié cette semaine la présidente par intérim, avec laquelle il a longuement échangé, de « personne formidable ». Depuis l'enlèvement de Nicolas Maduro par les Etats-Unis, le 3 janvier, le président américain affirme qu'il entend dicter toute décision prise par Caracas, notamment en matière pétrolière, jusqu'à nouvel ordre. Toutefois, la présidente par intérim a assuré à plusieurs reprises être pleinement aux commandes de son pays.

Ce n'est pas l'avis de la Prix Nobel de la paix et cheffe de

l'opposition, Maria Corina Machado, qui a estimé jeudi que Delcy Rodriguez exécute désormais « des ordres » de Washington. Elle a également jugé que son pays entamait « une véritable transition vers la démocratie » et serait « libre » grâce au soutien de Donald Trump, qui l'a reçue jeudi à la Maison Blanche et à qui elle a offert la médaille de son prix Nobel de la paix.

Empêchée de se présenter à la présidentielle de 2024, Mme Machado a par ailleurs soutenu à la chaîne Fox News qu'elle serait élue présidente du Venezuela « le moment venu ». Pour l'instant, l'administration Trump semble avoir décidé de composer plutôt avec les autorités en place à Caracas.

Quarante-sept militaires vénézuéliens tués dans l'opération américaine. Un avion transportant 231 migrants vénézuéliens expulsés des Etats-Unis est arrivé vendredi dans la capitale, selon des journalistes de l'Agence France-Presse sur place, une première depuis l'enlèvement de Nicolas



Maduro.

Au moins 47 militaires vénézuéliens ont été tués lors de l'opération militaire américaine, a annoncé vendredi le ministre de la défense vénézuélien, Vladimir Padrino Lopez. Le ministre de l'intérieur avait donné un bilan total de 100 morts la semaine dernière. De leur côté, les autorités cubaines avaient fait savoir que 32 Cubains chargés de la protection de M. Maduro avaient été tués dans l'attaque.

Vendredi, le général Padrino a fait part d'un bilan de « 83 morts et plus de 112 blessés », dont « 47 hommes et femmes de la Force armée nationale bolivarienne ». « Neuf femmes [militaires] ont donné leur vie », a-t-il précisé lors d'une messe en hommage aux victimes.

L'armée vénézuélienne avait publié la semaine dernière sur son compte Instagram les avis de décès de 23 militaires tués.

Au Tchad, sept soldats ont été tués à la frontière avec le Soudan par des paramilitaires soudanais

Cette altercation, jeudi, entre l'armée tchadienne et les Forces de soutien rapide fait craindre un débordement du conflit soudanais sur les pays voisins. Deux soldats tchadiens sont morts, le 26 décembre, dans une attaque de drone menée par les FSR, selon le monde fr.

Sept soldats tchadiens ont été tués, jeudi, dans l'est du Tchad, près de la frontière avec le Soudan, dans une altercation avec les paramilitaires soudanais, a annoncé, vendredi 16 janvier, le porte-parole du gouvernement, Mahamat Cherif Gassim, dans un communiqué.

« Des éléments armés des Forces de soutien rapide (FSR), engagés dans le conflit interne soudanais, ont franchi illégalement la frontière et mené une opération armée sur le territoire tchadien, prenant pour cible des forces de défense et de



sécurité et des civils dans l'est du pays », précise le porte-parole dénonçant des « agressions intolérables constituant une violation manifeste, grave et répétée de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République du Tchad ». Le communiqué fait également état de « plusieurs blessés ». L'altercation de jeudi a eu lieu à proximité de la ville frontalière de Tiné, selon

les explications du porte-parole. « Le Tchad n'est partie prenante à aucun camp dans ce conflit et ne tolérera en aucune circonstance que cette guerre exclusivement soudano-soudanaise soit exportée sur son sol », met en garde « une dernière fois » sous peine de « riposte immédiate » le porte-parole du gouvernement. Le 26 décembre, deux soldats tchadiens ont été tués dans

une attaque de drone menée par les FSR à la frontière.

Les Emirats arabes unis, accusés de soutenir et d'armer les FSR, ont condamné l'attaque dans un communiqué publié vendredi matin sur X, sans toutefois l'attribuer aux paramilitaires soudanais. « Les Emirats arabes unis condamnent (...) l'attaque menée par un groupe armé dans le sud du Tchad », a réagi la diplomatie émiratie.

Le Soudan déchiré en deux. Au Soudan voisin, un conflit qui oppose depuis avril 2023 l'armée soudanaise aux FSR a fait plusieurs dizaines de milliers de morts et déplacé plus de 12 millions de personnes, dont près d'un million au Tchad, selon l'ONU.

La guerre a déchiré le Soudan en deux : l'armée contrôle le Nord, l'Est et le Centre, tandis que les FSR dominent toute la région du Darfour (Ouest), soit un tiers du

territoire soudanais, et, avec leurs alliés, certaines zones du Sud.

Fin octobre, les FSR se sont emparées d'El-Facher, la dernière capitale de la région soudanaise du Darfour qui leur échappait encore, asseyant leur domination sur la région. Les paramilitaires ont alors été accusés de nombreuses exactions par des ONG et témoins. Les FSR concentrent désormais leurs efforts sur la région du Kordofan, au centre du Soudan, dans le but de conquérir des villes qui les rapprocheraient de Khartoum.

« Plus de 1 000 jours de conflit au Soudan ont causé une immense souffrance et la plus grande crise de déplacement de notre époque », avait déclaré, mercredi, le nouveau haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (HCR), Barham Saleh, à l'Agence France-Presse (AFP).

ALGÉRIE – PARIS FC: Le dossier Chergui vire à la crispation

Samir Chergui a vécu une période particulièrement compliquée. Présent au Maroc avec la sélection algérienne pour disputer la CAN 2025, le défenseur du Paris FC a rejoint les Verts alors qu'il était déjà diminué, touché à l'ischio. Malgré cette gêne, il a été aligné lors de la deuxième journée de la phase de groupes face au Burkina Faso, une rencontre qu'il n'a pas pu terminer, contraint de quitter ses partenaires sur blessure à l'heure de jeu. Cette même blessure a déjà empêché Chergui d'enchaîner avec le Paris FC avant le début de la compétition continentale. Néanmoins, il avait été convoqué, le staff de l'équipe nationale estimant qu'il pouvait récupérer à temps. Une décision qui, avec le recul, pose question. Comme l'a expliqué Stéphane Gilli, la situation était déjà délicate : « Samir, c'est un peu problématique. Parce qu'il est déjà parti une première fois en sélection (stage de novembre). Il était juste pour aller en sélection. On l'a laissé, on a fait confiance.



» Le technicien parisien détaille ensuite une gestion qu'il juge risquée : « Il a fait le premier match. Et le deuxième match contre l'Arabie Saoudite, il ne s'était pas entraîné parce qu'il avait une douleur les jours précédents, il a quand même joué. Il s'est blessé, il est revenu. On l'a soigné pendant toute la période. Il est reparti en étant juste. » « Il n'a pas joué le premier match. Il a joué le deuxième match où il s'est blessé à l'autre ischio. Je pense qu'il aurait été préférable qu'il rentre, mais il est

resté là-bas. Il s'est entraîné la veille du match où il avait été un peu poussé », a ajouté Gilli. La suite n'a fait qu'aggraver la situation : « D'une blessure légère, aujourd'hui il en a pour beaucoup plus longtemps. Je suis un peu contrarié quand on joue avec la santé des joueurs. Il faut qu'ils respectent aussi la santé des joueurs et des clubs. » Très agacé, Gilli regrette une absence prolongée : « Je suis déçu pour lui aussi, parce qu'il a pratiquement raté la Coupe d'Afrique et il va rater pas mal de matchs avec nous. Il y en a au moins pour un mois. »

MERCATO: Le Dinamo Zagreb tranche pour l'avenir de Bennacer



Arrivé en septembre dernier au Dinamo Zagreb sous forme de prêt en provenance de l'AC Milan, Ismaël Bennacer avait pour objectif de relancer sa carrière après une période compliquée, marquée par des blessures à répétition. Un pari qui s'est révélé concluant, tant pour le joueur que pour le club croate. Les performances de l'international algérien ont convaincu les dirigeants du Dinamo, désormais déterminés à le conserver au-delà de cette saison. Le club de Zagreb souhaite ainsi lever l'option d'achat incluse dans l'accord conclu avec l'AC Milan. Pour rappel, Bennacer est prêté pour une durée d'un an, avec une répartition salariale avantageuse pour les Croates, puisque le club italien continue de prendre en charge environ 60 % de son salaire. L'option d'achat a été fixée à 10 millions d'euros, un montant que le Dinamo Zagreb espère toutefois revoir à la baisse. Selon les informations du journaliste Marco Varini, le président du club, Zvonimir Boban, mène personnellement les discussions avec les dirigeants milanais afin de parvenir à un accord à un prix inférieur. La volonté du joueur va jouer un rôle clé dans ces négociations. Bennacer souhaiterait poursuivre son aventure en Croatie, un élément susceptible d'influencer la position de l'AC Milan, d'autant plus que l'Algérien ne figure plus réellement dans le projet sportif du club lombard. Sur le plan sportif, Bennacer enchaîne les titularisations et s'impose comme un élément important du Dinamo Zagreb, actuel leader du championnat après 18 journées. Dans ce contexte, la volonté du club de le conserver apparaît logique.

Chergui

NATIONAL

Chergui

LIGA:
le Real Madrid se rachète grâce à un Mbappé buteur
face à Levante

Le Real Madrid devait obligatoirement s'imposer ce samedi face à Levante et a tenu son rang en s'imposant 2-0, après une terrible humiliation en Coupe du Roi, avec le retour de Mbappé pour relancer sa dynamique. Le Real Madrid devait absolument se racheter ce samedi au Santiago Bernabéu. Toujours deuxième de Liga avant le coup d'envoi, les Merengues recevaient un Levante avant-dernier du championnat, dans un contexte de forte tension après l'élimination humiliante en Coupe du Roi face à Albacete. Pour ce deuxième match sur le banc d'Álvaro Arbeloa, la victoire était impérative afin de relancer une dynamique plombée par une crise de confiance et des critiques grandissantes. En face, les Granotas, malgré leur 19e place, restaient sur trois rencontres sans défaite en Liga et arrivaient avec l'envie de confirmer leur léger redressement. Côté madrilène, le retour de Kylian Mbappé en pointe et la présence de Vinicius sur le côté gauche constituaient des atouts majeurs, tandis que Gonzalo García occupait le couloir droit en l'absence de Rodrygo, laissé au repos pour



fatigue. Dès le coup d'envoi, l'ambiance était lourde au Bernabéu. «Vini» et Jude Bellingham ont été sifflés à chacune de leurs premières prises de balle, symbole d'un public tendu après les récents échecs. Concentrés et le visage fermé, les joueurs madrilènes ont toutefois tenté de faire abstraction de ce climat pesant pour entamer la rencontre avec

sérieux. Le Real Madrid a rapidement pris le contrôle du jeu et dominé largement le premier quart d'heure, multipliant les situations dangereuses sans parvenir à concrétiser. Tout au long de la première période, le Real Madrid a eu du mal à se montrer dangereux. Tchouaméni a été averti à la 31e minute et Camavinga a offert un coup franc à Levante à la 45e, sans

conséquence. Le manque d'automatismes est resté criant, et les Merengues sont rentrés au vestiaire sur un score vierge de 0-0. **Kylian Mbappé libère encore le Real Madrid** Dès l'entame de la seconde période, le nouveau technicien espagnol du Real Madrid a opéré deux changements offensifs en faisant entrer Mañutu et Arda Güler à la place de Gonzalo García et Camavinga, affichant clairement sa volonté de faire basculer le match. Il aura fallu attendre la 54e minute pour voir la première véritable combinaison offensive : Kylian Mbappé a lancé Arda Güler dans la profondeur, et le Turc a décoché une frappe limpide, repoussée avec assurance par le portier de Levante. Quelques instants plus tard, Mbappé a déclenché une étincelle sur l'aile gauche, pénétrant dans la surface avant d'être irrégulièrement stoppé par Adrián de la Fuente. L'arbitre n'a pas hésité et a accordé le penalty, transformé par l'ancien joueur du PSG, qui inscrit ainsi son 19e but en Liga et ouvre le score pour le Real Madrid (1-0, 58e). L'entrée d'Arda Güler

s'est ensuite révélée payante, puisqu'il est à l'origine du deuxième but madrilène. Sur un corner parfaitement tiré, le Turc a trouvé la tête de Raúl Asencio, qui a catapulté le ballon dans le but, laissant Ryan impuissant. Le score passe donc à 2-0 à la 65e, offrant un peu d'air aux Merengues. Arbeloa, visiblement soulagé, reste toutefois sobre et ne célèbre pas, conscient de la période complexe dans laquelle se trouve le club. Le Real Madrid a ensuite sécurisé son résultat, malgré quelques initiatives isolées de Vinicius sur le couloir gauche. On a également pu observer une belle accolade entre Bellingham et le coach Arbeloa, symbole de la cohésion retrouvée entre les joueurs et le staff. Avec cette victoire, les Merengues se rapprochent temporairement au Barça en tête de la Liga, un point derrière les Catalans (48 contre 49), même si ces derniers disposent d'un match en retard face à la Real Sociedad ce dimanche. Côté Levante, la situation reste critique : les Granotas occupent la 19e place avec seulement 14 petits points.

REAL MADRID:
humilié par le Bernabeu, Vinicius a trouvé
un soutien de taille

Sifflé au Bernabeu malgré la victoire contre Levante (2-0), Vinicius s'est retrouvé au centre des tensions. Mais Álvaro Arbeloa a immédiatement pris sa défense, assumant l'exigence du public et affirmant un plan clair pour relancer son ailier. La victoire du Real Madrid face à Levante (2-0) n'a pas seulement mis fin à une période de tension sportive. Ce succès lors de la 20e journée de Liga a aussi marqué un moment charnière dans la nouvelle ère incarnée par Álvaro Arbeloa. Pour sa grande première sur le banc merengue au Santiago Bernabéu, l'ancien défenseur a dû composer avec un stade incandescent, des sifflets nourris et une première période très en dessous des standards du club. Mais loin de se cacher, Arbeloa a assumé ce contexte brûlant, soulignant surtout la réaction de son équipe après la pause, symbole de son autorité naissante. Cette victoire, arrachée dans la douleur, sert désormais de point d'appui à un discours fort et structurant, notamment

autour de Vinicius Júnior, au cœur de toutes les attentions et de toutes les crispations. Car au-delà du résultat, c'est bien la situation de Vinicius qui a cristallisé les débats. Pris pour cible par une partie du Bernabeu, l'ailier brésilien a traversé une après-midi compliquée sur le plan émotionnel. Une situation que son entraîneur n'a pas fui, bien au contraire, en livrant un message clair, ambitieux et protecteur. Arbeloa a détaillé son projet pour remettre Vinicius dans les meilleures conditions et en faire à nouveau un facteur décisif du projet madrilène : « pour moi, c'est très clair, comme entraîneur du Madrid. Je vais travailler pour avoir le meilleur Vinicius, je vais exiger de mes joueurs qu'ils le cherchent, il n'a pas peur, il a du caractère, il a défendu ce club bec et ongles. C'est l'un des joueurs les plus déséquilibrants, si ce n'est le plus du monde. Il reflète ce qu'est un joueur du Real Madrid. Ce qu'a fait ce joueur en étant un enfant au Madrid, peu l'ont

fait. Il va nous donner beaucoup de titres, comme il l'a déjà fait ». Une déclaration forte, qui pose Vinicius comme une pierre angulaire du futur proche. **Retour du grand Vinicius ?** En conférence de presse, Arbeloa a également tenu à contextualiser les sifflets, refusant toute lecture simpliste ou injuste de la relation entre Vinicius et le public madrilène. Pour lui, l'exigence du Bernabeu fait partie intégrante de l'ADN du club et peut devenir une force si elle est comprise et canalisée. « Je ne crois pas qu'il soit sifflé à tous les matchs, je respecte énormément ce public parce que l'exigence qu'il met pousse les joueurs à donner le meilleur. Que personne n'oublie ce que Vini a fait ici, il a pris l'équipe sur ses épaules et nous a donné des titres. C'est l'un des nôtres et il va continuer à l'être pendant longtemps ». Un rappel nécessaire, presque solennel, pour réancrer Vinicius dans l'histoire récente du club et rappeler son statut aux supporters, à un moment où

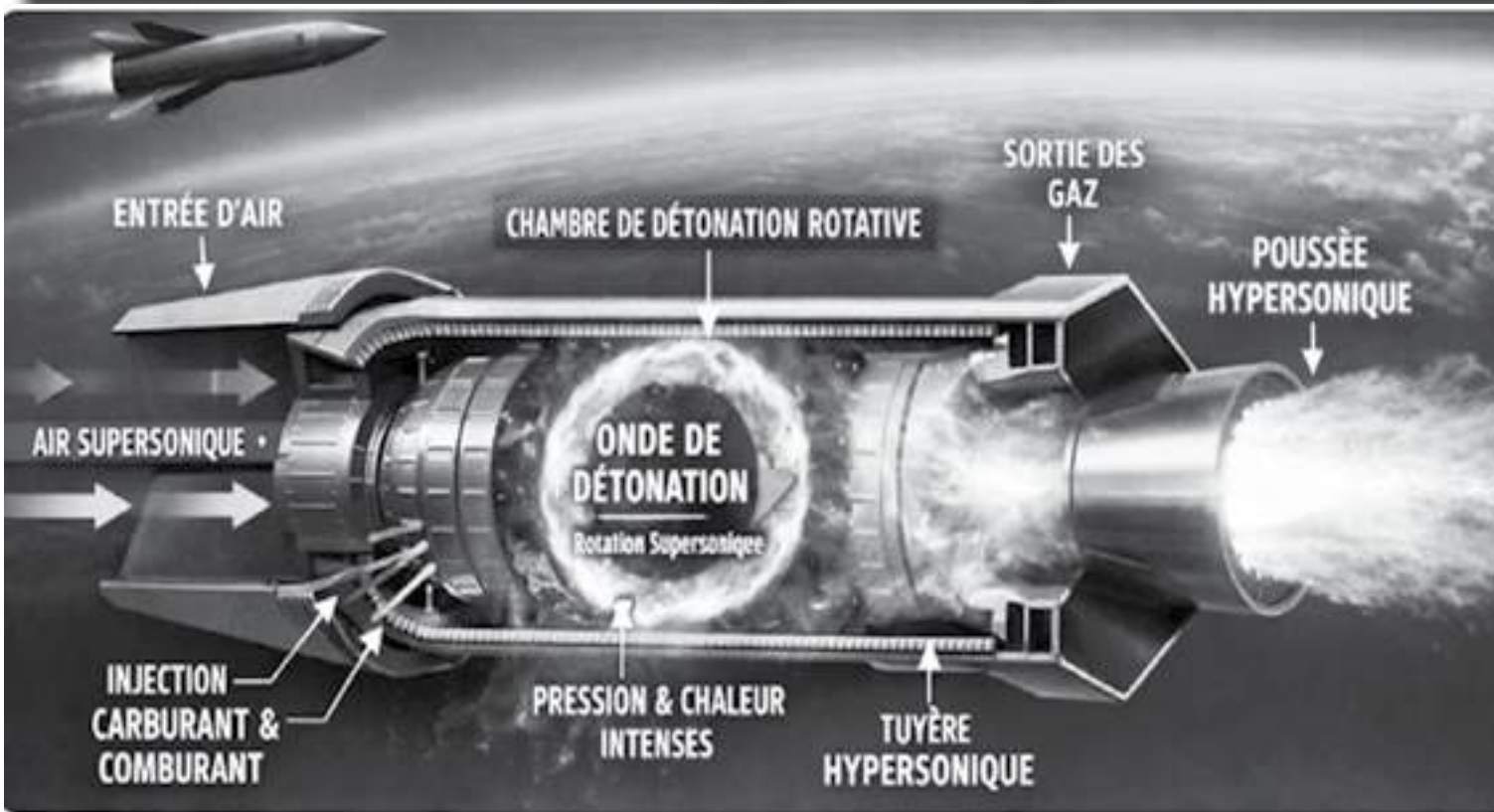


l'émotion menace parfois de prendre le dessus sur la mémoire collective. Le nouvel entraîneur madrilène a aussi assumé sa part de responsabilité dans cette soirée électrique, refusant de faire de Vinicius un bouc émissaire isolé. Interrogé sur l'image du Brésilien visiblement affecté par les sifflets, Arbeloa a répondu avec lucidité et sang-froid : « je n'ai pas eu le temps de regarder la télé, à vrai dire. Nous sommes tous conscients que nous allons nous battre pour tout ». Avant

d'élargir encore son propos sur le climat autour de l'équipe : « Nous ne venons pas d'une bonne semaine et le public a tout à fait le droit de siffler, moi compris. Maintenant, je dois gagner son affection comme entraîneur. Ces sifflets étaient aussi pour moi ». Un discours de leader, qui montre qu'au-delà de la victoire contre Levante, Arbeloa entend bâtir un projet solide, exigeant et protecteur, avec Vinicius comme symbole d'un Real Madrid combatif, ambitieux et tourné vers les titres.



Les États-Unis parient sur un moteur à détonation rotative pour fiabiliser leurs missiles hypersoniques



Pour répondre aux besoins de l'armée américaine, GE Aerospace et Lockheed Martin développent un statoréacteur à détonation rotative. La technologie permet de propulser plus efficacement et de manière fiable les missiles hypersoniques. Compact, léger, pratiquement dénué de pièces mobiles, il promet une poussée plus efficace pour des missiles plus rapides, plus maniables et facilement industrialisables.

Les missiles hypersoniques font beaucoup parler d'eux. Rappelons qu'en plus de leur vitesse allant au-delà de Mach 5, pour bénéficier de cette appellation souvent mal utilisée sciemment par certaines nations, ils doivent également avoir des capacités de manœuvre. C'est ce qui les rend redoutables, car ils deviennent à la fois rapides et leur trajectoire est imprévisible. Cela rend très difficile leur interception.

Certains États, comme la Russie et la Chine, sont déjà dotés de ce type de missiles de croisière. Le Kremlin en a déjà déployé en Ukraine. Ils ont pu montrer qu'ils n'étaient pas aussi invincibles que prétendu et peut-être même pas hypervéloces. De leur côté, les États-Unis semblent en retard sur le sujet, mais la réalité apporte certaines nuances. L'armée américaine

cherche à obtenir des missiles fiables et faciles à industrialiser rapidement. Les HACM et ARRW sont désormais prêts, mais là où d'autres États sont moins exigeants, les États-Unis souhaitent obtenir une fiabilité proche de 100 % pour leurs missiles.

Gérer l'instabilité

Qu'est-ce qui cloche ? L'un des problèmes rencontrés par les missiles actuels, c'est qu'ils sont confrontés à une succession de régimes où la propulsion devient tour à tour inefficace, instable, puis presque destructrice.

Au départ, le missile est trop lent pour qu'un statoréacteur fonctionne. Il doit donc accélérer brutalement grâce à des boosters avant d'entrer dans une zone critique, entre Mach 3 et Mach 5. C'est là que la combustion

devient chaotique et peut éteindre le moteur. À l'autre extrême, une fois en hypersonique, l'air arrive si vite et si chaud qu'il menace d'éteindre la flamme ou de ravager les parois du moteur. Jusqu'ici, ces contraintes imposaient des architectures lourdes et des fenêtres de fonctionnement étroites, peu compatibles avec un missile censé voler bas, manœuvrer et rester imprévisible.

Pour assurer une meilleure fiabilité, les industriels américains GE Aerospace et

Lockheed Martin misent sur un nouveau statoréacteur à détonation rotative à carburant liquide (RDRJ). Ce procédé est également envisagé en partie par des avionneurs, comme Venus Aerospace qui cherche à créer des avions de ligne supersoniques, voire hypersoniques.

Une poussée continue

Comment cela fonctionne ? La phase d'accélération supersonique se fait grâce au moteur à détonation rotative. Contrairement à ce que laisse supposer son nom, il n'y a aucune pièce qui tourne dans le moteur. C'est un simple tube vide dans lequel un autre tube a été placé. Tout ce qui tourne entre les parois de ces deux tubes, c'est la détonation. Celle-ci est produite par la combustion du carburant injecté en continu entre les deux cylindres. Cette détonation provoque une onde supersonique qui tourne autour de l'axe. La pression engendrée crée alors une poussée énorme qui vient alimenter le statoréacteur.

Au-delà de Mach 3, cette motorisation se coupe, puisque le statoréacteur peut démarrer tout seul. C'est ce qui permet d'atteindre une vitesse hypersonique. Pendant tous les régimes de vol, la combustion reste stable et efficace et il n'y a aucune rupture de propulsion. En élargissant la plage de

fonctionnement du moteur et en réduisant la dépendance aux boosters, cette architecture rend le missile bien plus opérationnel pour n'importe quel type de mission et circonstances.

Plus vite, plus fiable, plus loin et moins cher

Les deux partenaires estiment qu'avec cette combinaison, le moteur serait 25 % plus efficace qu'un moteur conventionnel. Il aura également l'avantage d'être beaucoup plus compact et léger. Surtout, la simplicité de sa conception ouvre la voie à la production en série de missiles hypersoniques fiables à bas coût.

C'est Lockheed Martin qui développe l'entrée d'air à grande vitesse. Elle est essentielle, car c'est elle qui permet au moteur à détonation de fonctionner à la fois comme un statoréacteur et un superstatoréacteur, en s'adaptant à la rotation du noyau de détonation.

Le développement a duré deux ans et les deux partenaires ont déjà réalisé des simulations d'essais de vol en croisière de statoréacteur au centre de recherche aérospatiale de GE. Un puissant flux d'air a été généré dans cette entrée d'air afin de simuler un vol supersonique à différentes vitesses et altitudes, y compris à haute altitude de croisière, où la raréfaction de l'air rend la combustion difficile.

En Bref...



L'informatique quantique ne cesse de faire rêver avec ses promesses de calculs ultra-rapides. Depuis plusieurs années les annonces et les découvertes se succèdent. Mais les paris restent ouverts pour savoir quel type de qubit

permettra d'atteindre l'avantage quantique et quand. Ce fameux avantage, généralement défini comme le moment où un ordinateur quantique réalise une tâche qu'aucun supercalculateur classique ne peut raisonnablement égaler, risque encore de se faire attendre et ne devrait pas être au programme cette année.

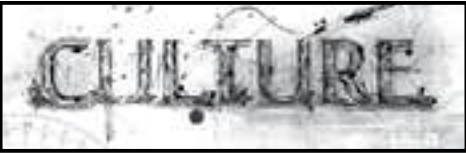
D'après les experts, 2026 devrait être une année où tout se consolide : l'informatique quantique est désormais sortie des laboratoires et laisse place à l'ingénierie concrète des processeurs quantiques.

Plus de qubits physiques mais surtout plus de qubits logiques

Les différents acteurs, qu'ils soient spécialisés dans les qubits supraconducteurs, les atomes neutres, les ions piégés ou les approches photoniques, poursuivent leurs efforts pour obtenir de plus en plus de qubits. Mais pas seulement. Si auparavant le nombre seul pouvait convaincre, aujourd'hui il ne suffit plus à assurer un avantage dans la course. Temps de cohérence, taux d'erreur, connectivité sont autant de paramètres qui sont désormais mis en avant par les entreprises pour démontrer la maturité de leur solution.

Cette année, les annonces d'applications

concrètes se multiplieront probablement dans plusieurs domaines grâce au couplage de processeurs quantiques avec des calculateurs hautes performances classiques. Chimie, science des matériaux, biomédical ou encore l'énergie... Ces secteurs profiteront déjà des ordinateurs quantiques.



En marge de la tenue du Forum du Livre

Mohamed Harbi proclamé personnalité culturelle de l'année

Sara Boueche

Le « Forum du Livre », événement majeur inscrit au calendrier du ministère de la Culture et des Arts, s’est déroulé jeudi soir à l’hôtel Sheraton d’Alger. Organisé sous le thème « Le livre... mémoire », cette manifestation a réuni des écrivains, des universitaires, des éditeurs, des professionnels de la filière éditoriale et des représentants des médias, autour des thématiques fondamentales que sont la mémoire, la création artistique et la réflexion intellectuelle.

Cette édition a été distinguée par un hommage solennel rendu au moudjahid et historien Mohamed Harbi, disparu le 1er janvier dernier, et désigné à cette occasion Personnalité Culturelle de l’Année.

Mohamed Harbi, figure emblématique de l’histoire contemporaine algérienne, a été salué pour son itinéraire remarquable en tant qu’intellectuel engagé et combattant de la liberté, demeuré inébranlable dans ses convictions. La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a souligné que Mohamed Harbi n’était pas



uniquement un historien, mais également un artisan essentiel de l’édification du destin national, un penseur dont les œuvres ont significativement enrichi le débat académique et favorisé une interprétation critique du passé. Son dévouement indéfectible à la mémoire nationale et son intransigeance éthique ont été érigés en modèle de fidélité et de probité morale pour les générations futures.

Préalablement à la projection d’un film documentaire retraçant la trajectoire biographique et la production intellectuelle du

défunt, la ministre a prononcé un discours dans lequel elle a exalté le rôle fondamental du livre en tant qu’espace d’évasion, de connaissance et de pérennisation du savoir. Elle a mis en avant sa capacité à élargir les perspectives esthétiques et intellectuelles, tout en consolidant la mémoire collective. Elle a, par ailleurs, réitéré que le livre constitue un fondement indispensable de l’identité culturelle et de la mémoire nationale, se positionnant comme un instrument primordial de la transmission intergénérationnelle du savoir.

Madame Malika Bendouda a insisté sur l’impératif d’une participation active et concertée de l’ensemble des acteurs de la chaîne du livre – auteurs, éditeurs, imprimeurs, diffuseurs – et sur la nécessité d’établir un partenariat synergique et solidaire pour faire face aux enjeux de l’édition moderne. Elle a également préconisé une réévaluation globale de l’industrie du livre et la conception d’une politique nationale renouvelée, apte à accroître la visibilité et l’accessibilité de l’ouvrage dans les librairies, les espaces de lecture et via les diverses initiatives culturelles, à l’instar de ce forum.

La ministre a également fait état de la réactivation du programme de publication pour l’année 2025, après un délai initial dans son lancement, dans le but d’appuyer les auteurs et éditeurs et de stimuler la production littéraire et éditoriale nationale. Le programme de cette édition a, par ailleurs, honoré plusieurs créateurs algériens ayant obtenu une reconnaissance internationale, parmi lesquels Zhor Ounissi, Khadidja Debba, Samira Ben Aïssa, Mohamed Fetlina, Mohamed El Amine Bouhloufa, Tarek Thabet,

Belkacem Meghouchene, Sara Ben Ammara, Chouaib Koussa et Meghraoui El Ghalia.

Le poète Chouaib Koussa, lauréat du deuxième prix de la poésie maghrébine (Tunisie), a proposé une performance poétique, tandis que la soirée s’est achevée par une exécution de musique andalouse assurée par l’orchestre de l’opéra d’Alger Boualem-Bessaih, offrant ainsi un instant de convergence culturelle et de célébration du patrimoine. Ce Forum a constitué une opportunité pour la ministre de réitérer que de telles rencontres représentent des plateformes de concertation et d’interaction, favorisant le rapprochement entre les artistes et leur audience, et contribuant à dynamiser l’effervescence culturelle du pays.

Elle a enfin confirmé avec force que « le livre représente un vecteur stratégique essentiel pour la politique culturelle et qu’il doit continuer à stimuler la pensée, l’implication citoyenne et la production artistique à travers toute l’Algérie ».

Meddahi préside la cérémonie de remise du Prix national de l'artisanat et des métiers 2025

La ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Houria Meddahi, a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie de remise du Prix national de l’artisanat et des métiers 2025, pour sa 22e édition.

Dans son allocution lors de cette cérémonie organisée au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, en présence du ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro entreprises, Noureddine Ouadah, ainsi que des représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie, Mme Meddahi a précisé que cette distinction s’inscrit dans le cadre de

«l’instauration de la culture de la concurrence parmi les artisans et de la promotion de l’artisanat et des métiers».

Dans ce contexte, elle a rappelé que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, à maintes

reprises, la nécessité «d’accorder l’importance requise au secteur du tourisme et de l’artisanat, tant dans sa dimension économique et sociale, étant une source essentielle qui contribue à la diversification de l’économie locale et à la création de postes d’emplois, que dans sa dimension culturelle, artistique et historique, à travers sa protection et la préservation de son authenticité».

Cette édition a connu la participation de «plus de 620 artisans et artisanes venus de différentes wilayas du pays, qui ont présenté 674 produits et concouru à travers des étapes pendant plusieurs mois, au terme desquelles 42 produits ont été retenus pour la phase finale, où sept artisans ont été primés dans diverses spécialités», a-t-elle précisé.

Elle a également souligné que le secteur «œuvre à assurer toutes les formes de soutien



et d’accompagnement aux artisans en vue de renforcer leurs capacités de production, d’améliorer leur compétitivité et de leur permettre de s’adapter aux mutations socioéconomiques et technologiques, à travers la

formation et l’accompagnement».

A cette occasion, elle a annoncé le lancement de la plateforme numérique de gestion des activités de l’artisanat et des métiers, laquelle tend, a-t-elle précisé,

à «accompagner la transition numérique, en application des orientations du président de la République visant la généralisation de la numérisation en vue de moderniser la gestion et d’améliorer le service public».

Pour sa part, le président du jury du Prix national de l’artisanat et des métiers, Ahmed Ben Abdelhadi, a indiqué que l’artisanat «est devenu aujourd’hui un élément important et fondamental dans la relance et la promotion de l’économie», ajoutant que le produit algérien «est désormais demandé au niveau international, avec le suivi de l’Organisation mondiale de la propriété industrielle (OMPI)».

Le concours a concerné plusieurs domaines de l’artisanat, notamment le bois et ses dérivés, les métaux, le cuir, le textile, l’argile, le verre et la laine.



Le Ksar d'Ouargla

Un patrimoine architectural et social résilient face aux défis du temps

Sara Boueche

En dépit de l'érosion chronologique et de la détérioration structurelle de certaines de ses composantes bâties, les artéριοles urbaines du Ksar ancien, connu sous l'appellation de Casbah, conservent une vitalité remarquable, comme si le cours du temps y était suspendu. Cet ensemble architectural, d'une grandeur intrinsèque, préserve son intégrité et son caractère originel au sein d'un environnement globalisé et technologiquement avancé. Dès l'aube, alors que la lumière solaire pénètre délicatement entre les parois de terre crue, le site s'anime progressivement. Les écoliers, munis de leurs attributs scolaires, convergent vers les établissements d'enseignement, tandis que les résidents arpentent les passages étroits pour rejoindre leurs lieux d'activité ou le pôle commercial local. Un maître-artisan initie sa journée de travail, tandis qu'un commerçant procède au nettoyage de son étal, conférant à ce geste une dimension mémorielle du lieu. Les effluves terreux, mêlés aux fragrances épicées, imprègnent l'atmosphère, et chaque élément bâti, chaque accès, chaque voie de circulation semble exhaler la vitalité et narrer, à sa manière, l'évolution historique de cet ensemble séculaire. Au sein de cet espace qui recèle une antériorité de plus de six siècles, le visiteur perçoit intuitivement que le site déploie son propre récit : celui d'un héritage culturel dynamique, actuellement confronté à des enjeux de pérennisation. Un résident témoigne : « Bien que les édifices soient vétustes et dégradés, j'ai fait le choix de maintenir ma résidence familiale en ce lieu. Mon souhait est que mes enfants s'épanouissent au sein de ce maillage social cohésif, qu'ils expérimentent l'essence communautaire intrinsèque à ce ksar, où les interactions quotidiennes entre les membres de la communauté sont marquées par la connaissance mutuelle et la solidarité, et où les jeunes générations intègrent les valeurs d'appartenance et les dynamiques de chaleur interpersonnelle et sociétale. »

La vulnérabilité d'un héritage menacé
Au sein de la Casbah d'Ouargla, chaque dégradation structurelle

éradique une partie de son histoire narrative et de sa mémoire collective, agissant comme un vestige silencieux d'une civilisation saharienne pluriséculaire actuellement confrontée à l'obsolescence et à la dégradation progressive. En dépit des diverses initiatives de réhabilitation entreprises par les autorités publiques au fil des ans, un certain nombre de projets demeurent inachevés, ce qui maintient le site dans un état de vulnérabilité prononcée. La détérioration graduelle des édifices, exacerbée par les rigueurs climatiques et le désintérêt, compromet désormais l'intégrité de cet emblème architectural. Érigé il y a plus de six siècles, le Ksar d'Ouargla constitue un spécimen éminent des ksour sahariens. Sa morphologie urbaine et sa typologie architecturale singulière en font une illustration éloquente de l'ingéniosité constructive saharienne. Il représente la richesse historico-culturelle d'une composante fondamentale du patrimoine algérien, ainsi que le caractère intrinsèque de ses populations. L'ordonnancement spatial du ksar est caractérisé par une configuration unitaire, régie par des principes architecturaux rigoureux, intégrant de manière cohérente les déterminants géographiques, sociologiques et historiques. Le site se distingue par une organisation urbaine à stratification concentrique, articulée autour d'un pôle historique central, où serpentent des voies exiguës et se densifient les unités résidentielles. Il englobe trois districts anciens : Béni Sissine (septentrional), Béni Brahim (oriental) et Béni Ouaguine (occidental), lesquels maintiennent une vitalité persistante et illustrent la pérennité de la cohésion sociale. La conception architecturale vernaculaire s'appuie sur l'emploi de ressources matérielles endogènes, notamment les briques de terre cuite de Temchemt d'Ouargla et les éléments ligneux de palmiers. Les actions de conservation s'attachent à perpétuer ces savoir-faire ancestraux. En outre, le Ksar jouit du statut de secteur sauvegardé, intégré au patrimoine national, ce qui implique l'application de protocoles rigoureux de sauvegarde et de restauration afin d'assurer la



subsistance de cet inestimable legs historico-culturel. L'architecture traditionnelle y intègre les facteurs environnementaux, en particulier l'éclairage et la ventilation naturelle, tout en observant les normes communautaires relatives à l'occupation spatiale et à la coexistence sociale. Reconnu en tant que monument national et historique le 5 mars 1996, puis classé secteur sauvegardé en 2008 en vertu de sa valeur patrimoniale intrinsèque, le Ksar d'Ouargla a, subséquemment, été la cible de multiples démarches de réhabilitation. Les instances locales, en synergie avec des organisations associatives dynamiques, ont œuvré à la sauvegarde de ce site par le biais d'études diagnostiques, de chantiers de restauration, la mobilisation de professionnels de l'ingénierie et de l'architecture

spécialisés, et l'organisation de colloques et de plateformes d'échange dédiés à la promotion patrimoniale. Entre 2007 et 2009, un financement de 6,2 millions de dinars a été octroyé pour des interventions de déblayage, la rénovation des façades externes, la restauration des sept portes d'accès, de la Place des Martyrs, du marché et des aménagements publics, ainsi que le revêtement des artères principales dans le respect du style architectural d'origine, en utilisant des matériaux endogènes. En 2012, un crédit additionnel de 2 millions de dinars a été mobilisé pour l'évacuation des décombres résultant de l'affaissement de diverses structures résidentielles. Par ailleurs, les entités municipales et wilayaes ont également assumé la responsabilité de la mise à niveau de certaines

infrastructures primaires, notamment le réaménagement des réseaux d'assainissement et d'adduction d'eau potable, ainsi que l'optimisation de l'éclairage urbain. Néanmoins, ces mesures, quoique pertinentes, se révèlent lacunaires au regard de l'étendue de la détérioration contemporaine. Actuellement, la Casbah d'Ouargla émet un signal d'alarme pressant. En l'absence d'une stratégie de conservation exhaustive, pérenne et méticuleusement exécutée, cet héritage millénaire est susceptible de s'estomper progressivement. La sauvegarde du Ksar d'Ouargla transcende la simple préservation des structures bâties séculaires ; elle englobe la protection d'une identité, d'une mémoire collective et d'un legs culturel d'une valeur inestimable pour la postérité.



Enfant malade : Comment empêcher le reste de la fratrie d'être contaminé ? Le Dr Kierzek nous éclaire

Un enfant malade à la maison, et c'est toute la fratrie qui est sur la sellette. Faut-il isoler, désinfecter à outrance ou laisser faire le système immunitaire ? Le Dr Gérard Kierzek démêle le vrai du faux et partage ses conseils pratiques pour limiter la contagion, sans céder à la panique ni bouleverser le quotidien familial.

Sommaire

- Tenir l'enfant malade à distance du reste de la fratrie peut aider
- Les bons gestes au quotidien à adopter
- Nettoyage et désinfection ciblés
- Ce qu'il est préférable d'éviter

□ Suivez Doctissimo sur Google

Quand un enfant tombe malade, c'est souvent toute la maison qui retient son souffle... et la fratrie n'est jamais bien loin du prochain éternuement. Comment limiter les risques de contamination sans transformer le quotidien en parcours du combattant ? Gestes simples, bonnes habitudes et idées reçues : le Dr Gérard Kierzek nous aide à y voir clair pour protéger au mieux les frères et sœurs, tout en gardant une ambiance familiale sereine.

Tenir l'enfant malade à distance du reste de la fratrie peut aider

Si l'idée n'est jamais de laisser un enfant malade «seul ou en détresse», une séparation raisonnable et raisonnée peut parfois éviter de transformer la maison en cluster. Pour cela, éviter les contacts rapprochés, le partage d'objets ou encore les repas collés serrés «sont autant de gestes qui contribuent à limiter la transmission



de microbes», confirme le Dr Gérard Kierzek. Ensuite, cette stratégie doit être affinée en fonction du virus contracté :

- Pour la Covid : «si possible, l'enfant malade doit disposer d'une chambre à part, avec un seul parent référent. Les frères et sœurs ne doivent pas venir jouer, et l'adulte en contact rapproché doit porter un masque» ;
- Pour la grippe : «on évite les câlins rapprochés, on limite les interactions prolongées en face à face, mais on ne met pas forcément l'enfant «en quarantaine» stricte si son âge ne le permet pas ;
- Pour la gastro-entérite : «on essaie surtout d'isoler les lieux «à risque» (toilettes, salle de bain, table à langer), et si possible on attribue des toilettes ou un coin salle de bain prioritaires au malade» .

Les bons gestes au quotidien à adopter

S'ils sont désormais connus de tous, ces bons réflexes ne manquent pas d'efficacité.

- Lavage des mains systématique (pour vous et vos enfants) : «après être allé aux toilettes, après un changement de couche, après tout contact avec vomissures

ou selles, et avant les repas ou le biberon» ;

- Objets personnels séparés : «verres, couverts, gourdes, brosses à dents, serviettes, doudous, sucettes, baume à lèvres... chacun doit utiliser son propre matériel pour limiter la propagation des microbes» ;
- Hygiène respiratoire : «en cas de grippe ou de Covid, toussiez ou éternuez dans un mouchoir ou dans le creux du coude. Jetez immédiatement les mouchoirs jetables à la poubelle» ;
- Aération : «ouvrez les fenêtres plusieurs fois par jour pendant quelques minutes pour renouveler l'air et réduire la concentration virale, surtout si l'un de vos enfants est malade» ;
- Vaccination : «la vaccination contre la grippe (et contre le Covid selon les recommandations) pour vos enfants à risque et pour vous-même réduit fortement le risque de formes graves et de transmission.»

Nettoyage et désinfection ciblés

Pour limiter la propagation des infections à la maison, se concentrer sur les zones

et objets exposés aux germes «est primordial», assure le médecin urgentiste. Pour ce faire, quelques habitudes de nettoyage font une grande différence.

Gastro-entérite (rotavirus et autres)

C'est un fait : les virus responsables de la gastro-entérite se transmettent très facilement par contact direct. Par conséquent, les différentes surfaces touchées (poignées de porte, plan de travail, table à manger...) deviennent rapidement «contaminées». Pour réduire la présence de virus et éviter la contamination d'autres membres du foyer, pensez donc à :

- Nettoyer et désinfecter rapidement toutes les surfaces ayant été en contact avec des vomissements ou des selles : toilettes, cuvettes, baignoires, tables à langer, sols ;
- Après chaque épisode, lavez-vous soigneusement les mains et changez de gants ou d'essuie-tout s'ils ont été utilisés.

Grippe/Covid-19

Ces infections se propagent principalement par les gouttelettes respiratoires. Une désinfection régulière

des objets est donc nécessaire pour réduire le risque de transmission.

- Nettoyez régulièrement les surfaces fréquemment touchées : poignées de porte, robinets, interrupteurs, télécommande, tables, jouets partagés ;
- Évitez de laisser traîner les mouchoirs usagés et jetez-les immédiatement.

Ce qu'il est préférable d'éviter

Certaines pratiques, bien qu'intuitives, peuvent aggraver la transmission ou nuire à la santé de l'enfant. Laisser les enfants partager les objets personnels par exemple (couverts, verres, gourdes, bavoirs, serviettes, brosses à dents, sucettes ou doudous) est tout sauf recommandé, rappelle le Dr Gérard Kierzek. Ensuite, plusieurs «faux bons gestes» doivent être bannis :

- Multiplier l'usage de produits très agressifs au quotidien (eau de Javel, sprays irritants) sans indication particulière, «au risque d'irriter vos voies respiratoires et votre peau» ;
- Mettre un masque à un tout petit qui ne le supporte pas : privilégiez le masque pour l'adulte en charge et une bonne aération de la pièce ;
- Minimiser la maladie : envoyer un enfant encore très symptomatique (fièvre, diarrhées, vomissements actifs, toux importante) à l'école ou en crèche. «Cela entretient les chaînes de transmission et expose l'enfant lui-même à des complications», conclut le médecin.



Peau terne

Voici la routine simple d'un dermatologue pour redonner de l'éclat au teint en automne



Avec le retour du froid et de la grisaille, la peau a tendance à perdre de son éclat. Un dermatologue américain partage une routine simple et efficace pour retrouver rapidement un teint lumineux.

Teint brouillé, mine fatiguée? L'automne met notre peau à rude

épreuve. Avec la fatigue, le stress de la rentrée, la baisse de la luminosité et les changements de température, le renouvellement cellulaire ralentit, la peau s'assèche, le grain devient moins uniforme et le visage paraît terne. Autrement dit, ce fameux «teint grisâtre» que l'on redoute à chaque changement de saison.

Pour limiter ce phénomène, le Dr Chris Tomassian, dermatologue américain suivi par plus de deux millions d'abonnés sur TikTok, a partagé une routine simple et ciblée. Dans sa vidéo intitulée «un dermatologue s'attaque à la peau terne», il dévoile les actifs essentiels pour retrouver un teint lumineux et une bonne mine. Comment redonner de l'éclat à une peau terne ?

Dans sa vidéo, le Dr Chris Tomassian propose une routine simple mais ciblée avec des actifs clés pour redonner de l'éclat à la peau:

La vitamine C : cet antioxydant puissant protège la peau des radicaux libres, stimule la production de collagène et illumine le teint. Comme il l'explique : «À appliquer le matin».

Le rétinol, le rétinol ou la trétinoïne : ces dérivés de la vitamine A accélèrent le renouvellement cellulaire, lissent le grain de peau et aident à atténuer les signes de l'âge. «À utiliser le soir», précise-t-il.

Le soin hydratant : l'hydratation reste la base d'une peau en bonne santé, capable de mieux se défendre contre les agressions extérieures. Une hydratation quotidienne est indispensable.

L'exfoliation chimique douce aux AHA/BHA : elle permet d'éliminer les cellules mortes accumulées à la surface de la peau, responsables du teint terne, et de révéler une peau plus lisse et lumineuse. «Exfoliez deux fois par semaine», recommande le dermatologue. Attention toutefois : dans les commentaires, le dermatologue précise qu'associer exfoliation et rétinol le même soir est une erreur. Utilisés séparément et à des moments différents, ces actifs se complètent parfaitement. L'astuce ? Réserver le rétinol aux soirs où l'on ne pratique pas d'exfoliation.

La protection solaire : essentielle pour prévenir le vieillissement cutané prématuré et protéger l'éclat de la peau, elle reste incontournable même en automne. Comme il le rappelle : «Crème solaire tous les jours».

À ceux qui s'inquiètent de surcharger la peau avec autant d'étapes, le spécialiste répond : «Ces produits ne s'utilisent pas tous en même temps, mais en réalité, la peau a besoin d'être hydratée et entretenue». Quant au microneedling, il estime en commentaire que «cela peut aider», mais ne le place pas au centre de sa routine.

Ce qu'il faut retenir

Pour le Dr Chris Tomassian, la clé d'une peau éclatante repose sur quelques gestes essentiels : Vitamine C le matin pour booster l'éclat et protéger la peau.

Rétinol le soir pour stimuler le renouvellement cellulaire.

Hydratation quotidienne pour renforcer la barrière cutanée.

Exfoliation douce deux fois par semaine pour éliminer les cellules mortes.

Protection solaire tous les jours (et réapplication en journée).

Avec un mot de conclusion simple mais motivant : «Peau plus lumineuse en cours...».

Les habitudes étranges de votre chat

Le pas-à-pas pour réussir son eye-liner sur des paupières tombantes

De tous les produits de maquillage, l'eye-liner est sans doute celui qui nous donne le plus de fil à retordre. L'application de ce trait noir, rendu mythique par Audrey Hepburn, qui sublime l'œil peut vite se transformer en casse-tête devant le miroir. Jamais symétrique, souvent trop épais,

parfois trop discret... Il demande patience et précision. Et lorsque l'on a les paupières tombantes, le défi se complique encore : la ligne s'écrase dans le pli, se déforme à l'ouverture des yeux voire disparaît complètement... Commencez par le bas Au lieu de tracer depuis la paupière supérieure, partez de la ligne des cils inférieurs. Avec votre pinceau biseauté, tracez un trait depuis le coin externe vers le sourcil,

en suivant la forme naturelle de votre œil. Plus il est long, plus le regard paraît allongé et intense. Reliez les deux traits À partir du milieu de la ligne supérieure des cils, tirez un trait pour rejoindre celui que vous venez de tracer puis remplissez délicatement l'espace. «Le trait sera alors net et la forme parfaite», promet Mikayla. Pour nous aider à voir la différence, elle réalise un trait d'eye-liner dit classique

sur l'autre œil : la différence est frappante. Le tracé traditionnel semble presque disparaître dans le pli et refermer le regard, tandis que celui obtenu grâce à son astuce reste bien visible et donne l'impression d'un œil plus ouvert et plus lifté.

Ajoutez de la profondeur Pour un regard plus intense, passez le pinceau sous vos cils supérieurs pour tracer un trait fin du coin interne jusqu'à la paupière

inférieure. Vous pouvez aussi souligner la muqueuse pour un effet encore plus marqué. Vous pouvez également allonger vos traits dans le coin interne de votre œil. Et pour cela, il suffit d'inverser la technique : commencez par la ligne supérieure des cils et tirez le trait vers le bas, jusqu'au coin interne.

Taille de bague

Comment connaître son tour de doigt ?

Choisir une bague à sa taille sans l'avoir essayée en amont est un pari risqué, que nombreuses modeuses sont prêtes à prendre. Achetée via votre site de bijoux de prédilection, votre bague, cadeau que vous vous êtes fait (car il n'existe aucun mauvais moment pour se faire plaisir) vient d'arriver à la maison... et là, déception. Votre bijou est trop grand.

Pour éviter ce genre de situation agaçante, il convient d'anticiper en ayant connaissance de ses dimensions de bracelets, de

montres mais aussi de bagues. Pour ce faire, le joaillier, Fabrice Corbin, nous a dévoilé l'astuce pour connaître son tour de doigt en quelques minutes. Découvrez-la !

Comment mesurer la taille de son doigt sans baguier ?

Un joaillier répond

Après nous avoir partagé son infaillible technique pour laver nos bijoux avec un ingrédient de notre salle de bains, le professionnel s'attelle désormais au tour de nos doigts. «Un baguier ça ne coûte rien et ça se commande facilement», amorce-t-il.

Toutefois, si vous ne souhaitez pas investir dans cet accessoire, «la bonne et simple astuce, c'est de découper une bande de papier et de faire le tour du doigt pour obtenir le périmètre de ce dernier. Attention, pour les grosses bagues il faut rajouter 1 ou 2 mm en plus», ajoute Fabrice Corbin. Sinon, «il existe depuis quelque temps des bonnes applications disponibles sur smartphone qui vont vous permettre de scanner l'intérieur d'une bague, et vous donner votre tour de doigt rapidement», précise-t-il.

J'ai acheté une bague sans connaître mon tour de doigt... et elle est trop grande. Comment faire pour l'ajuster ?

Une bague trop grande, c'est l'éternel souci des férues d'accessoires. Votre bijou fétiche ne cesse de rouler sur votre doigt et dans certains cas, elle tombe de ce dernier. Mais alors, que faire ? «La bague trop grande... c'est malheureusement le souci de beaucoup de personnes. Et comme une bague réglable n'est pas très esthétique, il convient de faire autrement», précise le joaillier.

Selon le professionnel, pour

quelques euros vous pouvez trouver des patches en résine transparente qui se collent à la base de l'anneau. «Cela fonctionne bien si vos doigts ont rétréci suite à un amaigrissement ou s'il fait froid. En effet, avec la baisse des températures, on perd facilement deux tailles», ajoute-t-il. Sinon, «vous pouvez aussi réduire la taille de votre bague en coupant l'arrière de celle-ci et en ressoudant juste après. Toutefois, seul un vrai bijoutier peut le réaliser à l'aide d'une machine», conclut-il.

The Police : Sting et les autres membres du groupe s'opposent dans une « guerre de royalties »

Andy Summers et Stewart Copeland lui réclament « plus de deux millions de dollars »

A mis un jour, amis toujours ? Pas sûr : la justice britannique a commencé, mercredi 14 janvier 2026, à se pencher sur une plainte contre Sting déposée par les deux autres membres du groupe The Police, qui estiment n'avoir pas reçu leur juste part de royalties sur le streaming.

Cinquante ans et pas d'avenant. Le guitariste Andy Summers et le batteur Stewart Copeland évaluent leur manque à gagner à « plus de deux millions de dollars », selon leur plainte, consultée par l'AFP. Celle-ci a été déposée fin 2024 devant la Haute Cour de Londres, qui aborde, en leur absence, le dossier mercredi et jeudi au cours d'une audience préliminaire (mais il ne s'agit pas du procès en tant que tel).

Les plaignants se fondent sur un

accord – vieux de presque cinquante ans – stipulant que chaque membre du groupe The Police doit toucher, en tant qu'arrangeur, 15 % des royalties engendrées par les compositions des autres.

Un accord dépassé ?

Bassiste et chanteur du trio, Sting est également l'auteur de tous les tubes, de Roxanne à Message in a Bottle. Il perçoit, et de loin, la plus grande part de royalties du groupe, qui a sorti cinq albums entre 1978 et 1983. L'accord initial permet toutefois de reconnaître l'apport parfois déterminant des deux autres membres, comme les arpèges de guitare d'Andy Summers sur Every Breath You Take, le titre le plus connu.

L'entente entre les trois musiciens a d'abord été conclue oralement en 1977, formalisée par écrit en 1981, puis rappelée en 1997, mais de manière impré-

cise, à une époque où le streaming musical n'existait pas. Elle a été réitérée en 2016 dans un accord destiné à régler l'ensemble des litiges financiers entre les membres du groupe – aux relations conflictuelles –, sans que le terme « streaming » ne soit explicitement mentionné.

La nouvelle donne du streaming. Le litige porte sur la qualification des recettes issues de services comme Spotify, Deezer ou Apple Music aux fins de la répartition des royalties. Les revenus du streaming sont traditionnellement répartis entre les droits dits « mécaniques », perçus pour chaque reproduction d'une composition, comme les disques, et les droits dits « de performance », versés pour la diffusion des chansons, par exemple à la radio.

Or, seuls les droits mécaniques figurent dans l'accord de 2016, ce qu'Andy Summers et Stewart Copeland jugent contraire à l'es-



prit initial de l'accord de 1977. Ils réclament donc leur part sur l'ensemble des revenus du streaming.

Les représentants de Sting, qui a vendu son catalogue à Universal en 2022 pour un montant estimé

par les médias américains à 250 millions de dollars, dénoncent une « tentative illégitime » de réinterprétation de l'accord et estiment même que certaines sommes versées pourraient constituer un « trop-perçu ».

«Michael», «Le Diable s'habille en Prada 2», «Moulin»... Des films très attendus en 2026 pour relancer une fréquentation en baisse



L'industrie du cinéma attend des « locomotives » parmi lesquelles des franchises en série et des films de grands cinéastes tels Steven Spielberg, Christopher Nolan et Ridley Scott.

L'année 2026 s'annonce riche pour les sorties cinéma, un secteur qui espère un retour en salle des spectateurs après un recul en 2025. « Il a manqué des locomotives » pour attirer le public dans les salles obscures en 2025, selon Éric Marti, dirigeant de Comscore Movies France, spécialisé dans l'analyse du marché, cité par l'AFP. « Cette année, on a une densité de programmation beaucoup plus importante », pronostique-t-il. Tour d'horizon des

temps forts à venir.

Les grosses productions américaines en force

Les grèves des scénaristes et les incendies qui ont frappé Los Angeles ont considérablement désorganisé l'industrie du divertissement américaine qui s'en remet peu à peu. Le cinéma états-unien a commencé à redresser la barre en 2025, mais devrait confirmer la tendance cette année avec plusieurs grosses productions au programme.

Le 1er avril, débarquera Super Mario Galaxy, adaptation en animation du célèbre jeu vidéo. Le film précédent avait provoqué un engouement phénoménal en 2023, plus gros succès de l'année en France avec plus de sept mil-

lions de spectateurs.

Toujours en avril, deux autres films très attendus seront à l'affiche : Michael, le biopic sur le roi de la pop, incarné par son neveu Jafaar Jackson, et Le Diable s'habille en Prada 2, avec Meryl Streep et Anne Hathaway, vingt ans après le succès du premier opus. Puis, Toy Story 5 des studios Pixar est programmé pour faire l'événement en juin.

Franchises en série

Star Wars va revenir sur grand écran le 20 mai, pour la première fois depuis 2019. The Mandalorians, suite directe de la série Disney+, avec Pedro Pascal dans le rôle principal, explore la période de l'installation de la République après la chute de l'empire. Le 29 juillet, doit sortir Spider-Man: Brand New Day avec Tom Holland, l'une des franchises les plus populaires. Et en fin d'année, Avengers: Domsday, dernier né des studios Marvel, est au programme, et il a déjà suscité la mise en circulation de fausses photos de tournage. Sa sortie en France est prévue le 16 décembre, comme la troisième partie de la saga Dune de Denis Villeneuve (deux ans après le deuxième volet) pour un duel de box-office déjà baptisé « Dunesday ». « En 2025, on avait un Superman et un Captain America. Or le public français est beaucoup plus attiré par Spiderman que par Superman. Et Avengers, c'est plus fort qu'un Captain America », affirme Éric Marti.

Les grands réalisateurs de retour. En 2026, « On aura avec (Chris-



topher) Nolan et (Steven) Spielberg deux grands auteurs » du cinéma américain, se réjouit auprès de l'AFP le délégué général de la Fédération nationale des cinémas français (FNCF), Marc-Olivier Sebbag. L'Odyssée de Christopher Nolan, adaptation grandiose et ambitieuse du poème épique d'Homère, doit sortir le 15 juillet, avec un casting de très haut vol.

En revanche, peu d'informations ont filtré sur Disclosure Day de Steven Spielberg, si ce n'est que c'est un film de science-fiction sur l'impact d'une rencontre entre l'humanité et une civilisation extraterrestre. Autre géant, le vétéran Ridley Scott, 88 ans, prévoit de sortir fin août The Dog Stars, dont l'action se situe dans un monde dévasté par une pandémie.

Enfin, Alejandro Gonzalez Iñárritu sortira, de son côté, Digger le 30 septembre, avec Tom Cruise dans le rôle principal. Beaucoup de films français, dont le biopic sur De Gaulle

« Il y a déjà beaucoup de films programmés. Ça veut dire que les distributeurs ont beaucoup de choses à montrer », observe Marc-Olivier Sebbag. L'un des événements les plus attendus de l'année est le biopic sur Charles de Gaulle en deux parties réalisé par Antonin Baudry, avec Simon Abkarian dans le rôle du général, et qui sortira le 10 juin et le 3 juillet.

Autre film biographique sur un compagnon de route du général : Moulin, avec Gilles Lellouche pour jouer Jean Moulin et réalisé par le Hongrois Laszlo Nemes (Le Fils de Saul), sortira le 28 octobre.

Enfin Éric Toledano et Olivier Nakache, parmi les réalisateurs les plus populaires du cinéma français, préparent la sortie de Juste une illusion le 14 octobre, avec Camille Cottin, Louis Garrel et Pierre Lottin, sur l'expérience d'un adolescent dans les années 1980.

Annaba / DCP : Sept dispositifs commerciaux de proximité (Errahma) établis pour le Ramadhan

Sara Boueche

À l'approche du mois sacré de Ramadhan, dont le début est estimé au 18 février prochain, une mobilisation intensive est observée à Annaba. L'ensemble des instances concernées déploie d'importants efforts afin de garantir l'approvisionnement régulier des citoyens en biens de consommation.

Alors que les unités de la Direction du Commerce et de la Promotion des Exportations (DPCET) de la wilaya d'Annaba sont dédiées aux opérations de surveillance des marchés au sein de l'ensemble des points de vente, d'autres départements de cette direction ont élaboré une planification pour assurer la permanence des denrées alimentaires de première nécessité, particulièrement pendant le mois de Ramadhan. Conformément aux indications émanant de la Direction du Commerce d'Annaba, l'instauration d'un minimum de sept marchés de proximité est anticipée pour la période du Ramadhan. Ces infrastructures ont pour vocation, comme il a



été spécifié, de proposer une gamme diversifiée de produits alimentaires à des tarifs concurrentiels, en favorisant une chaîne de distribution directe du producteur, de l'importateur ou du grossiste au consommateur final. Cette initiative s'intègre dans les démarches préliminaires engagées en amont dans le but de prévenir toute majoration spéculative des tarifs durant la période sacrée.

Il est également précisé que l'établissement de ces pôles de distribution offrira aux consommateurs la possibilité

d'accéder à une diversité de denrées alimentaires à des coûts optimisés, en permettant un approvisionnement direct auprès des fournisseurs primaires sans intermédiaires. Le personnel de la Cellule d'Observation du Marché et de l'Information Économique, en collaboration avec les autres départements de la Direction du Commerce et les collectivités territoriales de la wilaya, est activement engagé dans la finalisation des arrangements relatifs à l'inauguration de ces marchés désignés « Errahma ». Plus spécifiquement, et

selon les sources précitées, il a été résolu d'établir une structure marchande dans chaque daïra administrative, à l'exception de la ville d'Annaba, chef-lieu, où deux de ces espaces commerciaux seront opérationnels, à l'instar des exercices précédents, pour tenir compte de la forte concentration démographique et de l'ampleur de la sollicitation des consommateurs. Conjointement, les départements de la direction commerciale œuvrent à une vaste harmonisation avec les acteurs de la chaîne

d'approvisionnement : producteurs, importateurs, distributeurs en gros, ainsi que les industries de transformation (minoteries) et les entreprises de fabrication de produits alimentaires. Cette démarche a pour objectif d'assurer la fourniture de ces points de vente en denrées essentielles telles que les huiles de cuisson, les produits céréaliers transformés (pâtes), les produits maraîchers et fruitiers, les boissons, les produits laitiers (lait, fromages), et les différentes catégories de viandes (rouge et blanche), parmi d'autres articles de consommation courante. La finalité première de cette action est l'établissement de pôles de compétitivité commerciale, aptes à garantir une disponibilité substantielle et constante de produits alimentaires, commercialisés à des tarifs plus avantageux que ceux observés dans les circuits de distribution classiques. Des volumes significatifs seront alloués à la vente, en particulier pour les articles de grande consommation, durant le mois de jeûne sacré.

Annaba fait son cinéma... sans cinéma : Quand « Ciné Bouna » révèle un paradoxe culturel

Sara Boueche

Du 15 au 17 janvier derniers, Annaba a renoué avec la magie du septième art grâce à l'initiative « Ciné Bouna ». Pendant trois jours, les Annabis ont pu goûter de nouveau aux émotions du grand écran : rires, frissons, découvertes et voyages cinématographiques. Une bouffée culturelle salutaire pour une ville passionnée d'art, mais toujours privée d'un élément essentiel : une véritable salle de cinéma.

Avec « Ciné Bouna », les plus grands succès du box-office international et local ont été projetés au Théâtre régional d'Annaba "Azzedine Medjoubi", en partenariat avec MD Ciné. Au programme, neuf films, dont deux algériens et un tunisien, proposés au public bônois dans une configuration technique professionnelle en DCP avec son Dolby Digital 5.1. Les projections, prévues à raison de deux week-ends par mois, ont attiré curieux, étudiants et cinéphiles.

Parmi les œuvres présentées figuraient notamment Roqia de Yanis Koussim, venu lui-même à la rencontre du public, ainsi que 196 mètres de Chakib Taleb Bendiab. Une programmation qui prouve que le cinéma algérien a toute sa place à Annaba, et que le public répond présent lorsque l'offre existe.

Mais derrière l'enthousiasme, une réalité saute aux yeux : Annaba organise des festivals de cinéma sans disposer d'une salle obscure digne de ce nom. Les projections se tiennent dans un théâtre, espace culturel respectable, mais qui ne remplace pas l'expérience complète d'un cinéma. Le noir total, l'acoustique pensée pour l'image, l'écran géant, l'isolement du monde extérieur... autant d'éléments qui font du cinéma un rituel collectif unique.

Regarder un film ne se résume pas à voir des images. C'est une immersion. C'est un silence partagé. C'est un moment où la ville s'efface pour laisser place à la fiction. Aujourd'hui, à Annaba, cette immersion reste partielle. Le public

assiste, mais ne vit pas pleinement le cinéma.

Et pourtant, la demande est bien réelle. La jeunesse bônoise, les familles, les étudiants et les amateurs de culture montrent un intérêt croissant pour les projections, les rencontres avec les réalisateurs et les événements artistiques. Annaba est une ville universitaire, touristique et historique, qui mérite une infrastructure culturelle à la hauteur de son potentiel.

« Ciné Bouna » apparaît alors comme une belle initiative, mais aussi comme un miroir. Il révèle un paradoxe : une ville qui aime le cinéma, qui organise des festivals méditerranéens, qui accueille des réalisateurs, mais qui n'offre pas encore à ses habitants une vraie maison pour le septième art.

La question s'impose d'elle-même : à quand des salles de cinéma dignes de ce nom à Annaba ? À quand un espace permanent où les Annabis pourront, chaque semaine, entrer dans le noir, oublier le quotidien et voyager à travers



l'écran ?

En attendant, « Ciné Bouna » fait revivre la flamme. Mais pour que cette flamme ne reste pas éphémère, Annaba devra un jour rallumer ses projecteurs dans de vraies salles obscures. Car une ville sans cinéma, même pleine de films, reste une scène incomplète.